

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE PROVENCE

Date de Publication : 16/11/2022

N° : 2022/298

DELIBERATIONS DE LA SEANCE DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU 28 JUIN 2022

ORDRE DU JOUR

CT4/280622/1- Adoption du Compte Administratif relatif à l'exercice 2021 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/280622/2- Adoption du Compte de Gestion relatif à l'exercice 2021 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/280622/3- Etat Spécial de Territoire (EST) – Adoption du Budget supplémentaire de l'exercice 2022

CT4/280622/4- Approbation d'une subvention à l'Amicale des sapeurs-pompiers de La Bouiladisse au titre de l'exercice 2022

CT4/280622/5- Attribution d'une subvention à l'association La Musique Enchantée au titre de l'exercice 2022

CT4/280622/6- Approbation d'un dispositif d'aide à l'installation des jeunes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/280622/7- Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage relative à la création d'une extension en ouvrage sur l'aire de stationnement du parking Plumier par la commune d'Auriol dans le cadre de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement »

CT4/280622/8- Budget annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Budget Supplémentaire de l'exercice 2022

CT4/280622/9- Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation du Compte Administratif de l'exercice 2021

CT4/280622/10- Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Approbation du Compte de Gestion de l'exercice 2021

CT4/280622/11- Budget annexe "Collecte et traitement des déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues" - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021

CT4/280622/12- Budget annexe "Collecte et traitement des déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues." - Approbation du compte de gestion de l'exercice 2021

CT4/280622/13- Approbation d'une convention d'intervention foncière avec la SAFER PACA pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien et du développement de l'agriculture

CT4/280622/14- Acquisition à titre onéreux auprès du Département des parcelles de terrain cadastrées BM139 et 140 sises sur la commune de La Bouilladisse nécessaires au projet de Val'TRAM

CT4/280622/15- Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLU) de la commune de Cadolive – Régularisation de la délibération URBA 014-3666/18/CM du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision générale du POS de la commune de Cadolive, valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme

CT4/280622/16- Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Aubagne – Engagement de la modification simplifiée n°1

CT4/280622/17- Délibération cadre – Schémas des procédures d'élaboration et d'évolutions des documents d'urbanisme applicable sur la Métropole AixMarseille-Provenc

CT4/280622/18- Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur – Avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence et consultation des communes

CT4/280622/19- Approbation de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement Interface Vallée de l'Huveaune / Ilot Bras d'Or à Aubagne

CT4/280622/20- Approbation du tarif des loyers du site immobilier d'entreprises « La Ferme de Napollon » sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, dans le cadre de la compétence Développement Economique détenue par la Métropole Aix-Marseille-Provence

CT4/280622/21- Approbation de la mise en œuvre du dispositif d'autorisation préalable de mise en location des logements privés sur le centre ancien à Aubagne

CT4/280622/22- Approbation de la prolongation des avenants portant protocoles d'engagement réciproques et renforcés aux six contrats du territoire métropolitain

CT4/280622/23- Approbation de l'avenant n°2 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune d'Aubagne conclu avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

CT4/280622/24- Approbation de l'avenant n°2 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de La Penne-sur-Huveaune conclu avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

CT4/280622/25- Approbation de l'avenant n°2 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de Cuges-les-Pins conclu avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

CT4/280622/26- Approbation de l'avenant n°1 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de Saint-Zacharie conclu avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

CT4/280622/27- Approbation de l'avenant n°3 au contrat de gestion du service public de l'assainissement collectif des communes de Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin et Saint Savournin conclu avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

CT4/280622/28- Approbation de l'avenant n°4 au contrat de gestion du service public de l'assainissement collectif des communes d'Aubagne, Auriol, Cuges-les-Pins, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire et Saint Zacharie avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

CT4/280622/29- Approbation d'une convention relative aux travaux de déviations des installations et réseaux d'électricité Enedis pour l'opération d'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM)

CT4/280622/30- Approbation d'une convention relative aux travaux de déviations des installations et réseaux d'eau potable et d'assainissement avec la SPL Eau des Collines pour l'opération d'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM)

CT4/280622/31- Approbation de l'avenant n°5 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport public de voyageurs du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/280622/32- Concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs sur Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensues la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille

CT4/280622/33- Université du Temps Libre (UTL) – Tarifs inscriptions et activités pour la rentrée 2022/2023

CT4/280622/34- Université du Temps Libre (UTL) - Tarifs des sorties à la journée période 2022/ 2023

CT4/280622/1

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Adoption du Compte Administratif relatif à l'exercice 2021 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Le Compte Administratif de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence sera présenté au vote du Conseil de Métropole du 4 Juin 2021 en même temps que le Compte Administratif du Budget Principal de la Métropole. En application des dispositions de l'article L.5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque territoire doit rendre un avis sur l'exécution de son Etat Spécial de Territoire.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2021 pour ce budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements

publics locaux qui leur sont rattachés.

- La délibération CT4/130720/1 du Conseil de Territoire du 13 juillet 2020 portant election de Monsieur Serge PEROTTINO en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA-065-10937/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Les délibérations 2021 prouvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ouï le rapport ci-dessus,

DECIDE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile émet un avis favorable à l'adoption du Compte Administratif de l'exercice 2021 comme suit :

L'Etat Spécial de Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile est arrêté aux montants exécutés suivants :

En recettes : 11 533 230,12 euros

En dépenses : 11 533 230,12 euros

Résultat : 0,00 euros

Article 2 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile donne acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2021 de l'Etat Spécial de Territoire, document annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le

compte de Gestion 2021 de Monsieur le receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2021.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/280622/2

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Adoption du Compte de Gestion relatif à l'exercice 2021 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'Etat spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- La délibération CT4/130720/1 du Conseil de Territoire du 13 juillet 2020 portant élection de Monsieur Serge PEROTTINO en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA-065-10937/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Les délibérations 2021 prouvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où il le rapport ci-dessus,

DECIDE

Article unique :

D'approuver les résultats de clôture de l'exercice 2021 du Compte de Gestion de l'EST du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, qui n'appellent ni observation, ni réserve de la part du Receveur, comme suit :

ETAT SPECIAL DE TERRITOIRE

Section d'investissement 0,00 €
Section de fonctionnement 0,00 €

Solde

0,00 €

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

CT4/280622/3

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Etat Spécial de Territoire (EST) – Adoption du Budget supplémentaire de l'exercice 2022

L'Etat Spécial de Territoire a été voté le 16 décembre 2021 par l'adoption du budget primitif 2022 par le Conseil de la Métropole.

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a notifié le montant de la dotation de gestion attribué à notre territoire :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 6 481 246 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 6 193 200 euros

Il convient de procéder à des ajustements de crédits qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote du budget supplémentaire du prochain Conseil de la Métropole.

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'exercice 2022 en dépenses et en recettes.

Une maquette budgétaire est jointe en annexe à la présente délibération.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération CT4/130720/1 du conseil de territoire du 13 juillet 2020 portant élection du Président de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.
- La délibération du 16 décembre 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.
- La délibération CT4/151121/1 du 15 novembre 2021 approuvant le Budget primitif 2022 de l'Etat Spécial de Territoire par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,
- Le Budget primitif 2022 adopté le 16 décembre 2021 du Conseil de Métropole ;
- La Décision modificative N° 1 du Budget primitif de l'Etat spécial de Territoire du 3 mai 2022 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ouï le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'Etat Spécial de Territoire, prévu à l'article L. 5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, est établi en section de fonctionnement et section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses ;
- Que l'Etat Spécial de Territoire est voté par chapitre en fonctionnement et en opérations sous mandats en investissement.

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion inscrites au Budget Supplémentaire 2022.

Fonctionnement	Investissement	Total
0.00	+ 232 000.00	+ 232 000.00

Article 2 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuve l'Etat Spécial de Territoire arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget supplémentaire 2022. Il s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0.00 euros
Section d'Investissement + 232 000.00 euros

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/280622/4

Sur le rapport de Danielle MENET

Attribution d'une subvention à l'association Amicale des sapeurs-pompiers de La Bouilladisse au titre de l'exercice 2022

Compte tenu de la politique d'actions en matière de culture qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association souhaite améliorer le fonctionnement de la caserne et les conditions de travail et le confort des sapeurs-pompiers pendant leurs temps de garde par la possibilité de réaliser des manifestations culturelles et de loisirs afin de promouvoir la cohésion d'équipe ou pour tout autre moment de convivialité dans la perspective de la sortie de la crise sanitaire.

Elle souhaite être soutenue dans son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossier MGDIS N°00002260.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA-065-10937/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le rôle de l'amicale des sapeurs-pompiers est nécessaire et primordial ;
- Qu'il est nécessaire de soutenir cette association dans son fonctionnement.

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement à l'association Amicale des sapeurs-pompiers de La Bouilladisse d'un montant de 1500 euros au titre de l'exercice 2022.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat spécial chapitre 65, nature 65748.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ
Non-participation au vote : Serge
PEROTTINO, Rémi MARCENGO

CT4/280622/5

Sur le rapport de Danielle MENET

Attribution d'une subvention à l'association
La Musique Enchantée au titre de l'exercice
2022

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion du public en difficulté et protection de l'environnement qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans

ce domaine.

L'association La Musique Enchantée a pour but :

- De développer la pratique de différentes activités culturelles et en particulier musicales auprès d'un large public d'amateur. Elle est aujourd'hui spécialisée dans la direction de groupes et d'ensembles vocaux, en jazz et musique du monde
- De Promouvoir différentes formations professionnelles évoluant autour de ces mêmes répertoires.

L'association a créé un atelier de chorale brésilienne sur la commune de La Bouilladisse.

A ce titre, elle sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossier MGDIS N°1231

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le

remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA-065-10937/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'intérêt culturel pour le Territoire de participer à l'action de l'association.

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique à l'association La Musique Enchantée d'un montant de 2000 euros au titre de l'exercice 2022.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat spécial chapitre 65, nature 65748.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ
Non-participation au vote : Serge PEROTTINO, Rémi MARCENGO

CT4/280622/6

Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Approbation d'un dispositif d'aide à l'installation des jeunes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Dans le cadre de ses compétences sur le développement économique et sur l'Habitat, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile décide de mettre en place un dispositif d'aide à l'installation des jeunes actifs.

Ce dispositif a pour objectif d'aider les jeunes salariés à financer l'installation dans un nouveau logement sur l'une des 12 communes du Territoire : Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, la Bouilladisse, la Destrousse, la Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie.

Il permettra également de favoriser l'attractivité des entreprises de son territoire et participer à la dynamique croissante de la politique de l'Habitat.

Par conséquent, il est proposé d'approuver le dispositif qui se déclinerait de la manière suivante :

- Une enveloppe de 40 000 € est allouée pour l'année 2022,
- 200 dossiers maximum seront retenus par ordre d'arrivée,
- Les dépôts des dossiers se feront jusqu'au 31 décembre 2022.

Les critères d'éligibilité liés au ménage sont :

- Être âgé entre 18 et 30 ans,
- Être employé sur le territoire,
- Avoir un revenu mensuel brut inférieur à 2 500 €,
- Ne pas être propriétaire d'un bien immobilier quelle que soit sa

destination (résidence secondaire, investissement locatif, etc...).

Les critères d'éligibilité liés au bien sont :

- Avoir signé un bail à compter du 28 juin 2022 dans le parc privé ou public ;
- Avoir un loyer inférieur à 800 € hors charges ;
- Avoir sa location située sur l'une des 12 communes du Territoire.

L'ensemble de ces critères et conditions sont cumulatifs.

La procédure d'étude des demandes sera la suivante :

- Les dossiers de demande de subvention seront à retirer selon les modalités inscrites dans le règlement intérieur,
- Les dossiers devront être déposés complets soit par courrier, soit par mail avant le 31 décembre 2022,
- Les demandes seront traitées par ordre d'arrivée et dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée de 40 000 €,
- La convention signée par le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ou son représentant sera alors transmise au demandeur.

L'aide du territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile sera directement versée au demandeur par virement bancaire en une seule fois.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération CT4/130720/1 du Conseil de Territoire du 13 juillet 2020 portant élection du Président de

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- La délibération du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du 16 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver un dispositif d'aide à l'installation des jeunes actifs du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Qu'il convient d'approuver la convention type d'attribution ainsi que le dossier de demande de subvention ;
- Qu'il convient de déléguer au Président du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ou son représentant d'attribuer l'aide ;
- Qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président du Conseil de Territoire, ou son représentant habilité, à signer la convention type d'attribution de la subvention précitée et tout document s'y rapportant.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le dispositif d'aide à l'installation des jeunes actifs du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Est approuvée la convention type d'attribution de l'aide jointe en annexe.

Article 3 :

Est approuvé le dossier de demande de subvention type ainsi que le règlement intérieur joint en annexe.

Article 4 :

Monsieur le Président du conseil de territoire ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document nécessaire à leur application.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Etat Spécial du Conseil de Territoire en section de fonctionnement, au chapitre 65.

**ADOPTÉE A LA MAJORITE
1 contre : Yves MESNARD**

CT4/280622/7

**Sur le rapport de Jean-Jacques COULOMB
Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la création d'une extension en ouvrage sur l'aire de stationnement du parking Plumier par la commune d'Auriol dans le cadre de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement »**

La commune d'Auriol a souhaité engager des travaux de création, extension et aménagement des aires et parcs de stationnement.

Cette opération nouvelle consiste en la création d'une extension en ouvrage sur l'aire de stationnement du Parking Plumier.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole est compétente en matière « d'aires et parcs de stationnement », depuis le 1er janvier 2018.

Un surcoût lié à de fortes hausses de prix liées d'une part à l'augmentation des matières premières (Circulaire 6338 du 27 mars 2022) et d'autre part aux surcoûts suite aux études de sol concernant des fondations spéciales, ainsi qu'aux préconisations du bureau d'étude de sol.

Le présent avenant a pour objet d'inscrire les crédits supplémentaires pour cette opération.

Cette délibération vise à approuver l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée du programme de l'opération.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui rend la Métropole compétente en matière d'eau pluviale au 1er janvier 2018 ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°CT4/010621/7 du Conseil de Territoire du 1^{er} juin 2021 approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la création d'une extension en ouvrage sur l'aire de stationnement du parking Plumier par la commune d'Auriol dans le cadre de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement » ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune d'Auriol en date du 30 mai 2022 approuvant l'avenant n°1 à convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la création d'une extension en ouvrage sur l'aire de stationnement du parking Plumier par la commune d'Auriol dans le cadre de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement ».

Où le rapport ci-dessus,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée l'avenant 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'opération de création d'une extension en ouvrage sur l'aire de stationnement du parking Plumier par la commune d'Auriol dans le cadre de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement ».

Article 2 :

Les crédits supplémentaires de 162 000 € TTC sont inscrits en dépense et recette au Budget 2022 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature

4581194016 opération 2019401600 « Aires et Parcs de Stationnement ».

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer l'avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ainsi que tout actes y afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Non-participation au vote : Véronique MIQUELLY

CT4/280622/8

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Budget Supplémentaire de l'exercice 2022**

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats dégagés à la clôture de l'exercice précédent, ainsi que les restes à réaliser de la section d'Investissement, constatés au Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

Le budget supplémentaire détaillé, figure en annexe.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Ouï le rapport ci-dessus,

DECIDE

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats 2021 du Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, au Budget Supplémentaire.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2022 du Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, tels que présenté et annexé.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/9

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Budgets annexes du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021**

Il convient d'approuver le compte administratif de l'exercice 2021 du budget annexe du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

- CT4 - Assainissement

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances, sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2021.

Un rapport de présentation du compte administratif 2021 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le compte administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

DECIDE

Article 1 :

Sont constatés et arrêtés, pour le budget annexe « CT4 - Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le compte administratif 2021.

Article 2 :

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite du compte administratif de l'exercice 2021 du budget annexe « CT4 - Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le compte de gestion 2021 de Monsieur le Receveur des Finances, et ceux constatés dans le compte administratif 2021.

Article 4:

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes au compte administratif du budget annexe susvisé.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/10

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Budgets annexes du Territoire du Pays
d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation du
compte de gestion de l'exercice 2021**

En application de l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2021 du budget annexe « CT4 – Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, sur le compte administratif de ce budget annexe présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L.5217-10-10 de ce même code, préalablement à l'adoption du compte administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le compte de gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le compte de gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le compte de gestion du budget annexe « CT4 – Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Les identités de valeur entre ce compte de gestion et le compte administratif ont été vérifiées.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

DECIDE

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2021 du compte de gestion du budget annexe « CT4 – Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont les suivants :

Section	d'investissement
	268 577,98 euros
Section	de fonctionnement
	1 918 914,64 euros
Solde	2 187 492,62 euros

Article 2 :

Est déclaré le compte de gestion du budget annexe « CT4 – Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dressé par le Receveur pour l'exercice 2021, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur.

Article 3 :

Est approuvé ce compte de gestion.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/11

Sur le rapport de Jean-Marie LEONARDIS Budget annexe "Collecte et traitement des déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues" - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021

Il convient d'approuver le compte administratif de l'exercice 2021 du budget annexe « collecte et traitement des déchets unifiés des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ».

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le compte de gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le compte administratif de l'exercice 2021 pour ce budget annexe.

Un rapport de présentation du compte administratif 2021 est annexé à la présente délibération

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance du document budgétaire relatif à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après.

Un rapport de présentation du compte administratif 2021 est annexé à la présente délibération, ainsi que la maquette budgétaire.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FBPA 018-9120/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifiés des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » ;
- La délibération FBPA 005-9614/21/CM du 18 février 2021 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifiés des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » ;
- La délibération FBPA 004-9820/21/CM du 15 avril 2021 approuvant la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifiés des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » ;
- La délibération FBPA 024-10100/21/CM du 4 juin 2021 approuvant Décision Modificative n°3 de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifiés des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » ;
- La délibération FBPA 020-10471/21/CM du 7 octobre 2021 approuvant le Budget Supplémentaire de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifiés des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » ;
- La délibération FBPA 004-10876/21/CM du 16 décembre 2021 approuvant le Budget Supplémentaire de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifiés des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » ;
- Le Compte de Gestion 2021 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 27 juin 2022 ;
- L'avis du conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022 ;
- L'avis du conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 juin 2022.

Oùï le rapport ci-dessus,

DECIDE

Article 1 :

Sont constatés et arrêtés, pour ce budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le compte administratif 2021.

Article 2 :

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite du compte administratif de l'exercice 2021 du Budget Annexe « Collecte et traitement des déchets unifiés des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ».

Article 3 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le compte de gestion 2021 de Monsieur le Receveur des Finances et ceux constatés dans le compte administratif 2021.

Article 4 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes du compte administratif du budget annexe « collecte et traitement des déchets unifiés des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ».

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/12

**Sur le rapport de Jean-Marie LEONARDIS
Budget annexe "Collecte et traitement des déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues." - Approbation du compte de gestion de l'exercice 2021**

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2021 du budget annexe « collecte et traitement des déchets unifié » est constitué par le vote du Conseil de la Métropole, avant le 30 juin 2022, du compte administratif du budget annexe « collecte et traitement des déchets unifié ».

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même code, préalablement à l'adoption du compte administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le compte de gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le compte de gestion du Comptable Public constitue le document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les comptes de gestion des budgets annexes suivants :

- Budget annexe « collecte et traitement des déchets unifié » des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ;
- Budget annexe « CT4 - traitement déchets – Mentaure » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Est en cours de clôture le budget annexe « CT4 - traitement déchets – Mentaure » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile » sur l'exercice 2021, aucune prévision et aucune écriture comptable n'ont été effectuées sur ce budget. La délibération FBPA 021-10472/21/CM du 7 octobre 2021 a acté la dissolution de ce budget à l'issue de l'exercice 2019.

Les identités de valeur entre le compte de gestion et le compte administratif du budget listé ci-avant ont été vérifiées.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FBPA 014-8286/20/CM du 23 juillet 2020 relative à la dissolution du budget annexe déchets Mentaure du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et intégré au budget annexe Collecte et Traitement de Dchets du CT1 ;
- La délibération FBPA 030-8635/20/CM relative Renommage du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets CT 1 en Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 27 juin 2022 ;
- L'avis du conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022 ;
- L'avis du conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer du budget annexe « collecte et traitement des déchets unifié » ;
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

DECIDE

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2021 du compte de gestion du budget annexe « collecte et traitement des déchets unifié » des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues sont les suivants :

Budget annexe « collecte et traitement des déchets » :

Section d'investissement
-6 268 380,91 euros
Section de fonctionnement
12 830 673,16 euros
Solde
6 562 292,25 euros

Article 2 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2021 du compte de gestion du budget annexe « CT4 - traitement déchets – Mentaure » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont les suivants :

Budget annexe « CT4 - traitement déchets – Mentaure »:

Section d'investissement
0,00 euro
Section de fonctionnement
0,00 euro
Solde
0,00 euro

Montant conforme au compte administratif de l'exercice 2019.

Article 3 :

Est déclaré le compte de gestion du budget annexe « collecte et traitement des déchets unifié » des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues, dressé par le Receveur pour l'exercice 2021, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur.

Est déclaré le compte de gestion du budget annexe « CT4 - traitement déchets – Mentaure » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, dressé par le Receveur pour l'exercice 2021, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur.

CT4/280622/13

Sur le rapport de Véronique MIQUELLY Approbation d'une convention d'intervention foncière avec la SAFER PACA pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien et du développement de l'agriculture

La Métropole Aix-Marseille Provence, créée le 1^{er} janvier 2016, regroupe 92 communes pour une population d'un million huit-cent-cinquante-mille habitants sur un territoire de plus de 315 000 hectares dont 60 000 hectares de terres agricoles.

Les territoires et les communes membres ont exprimé dans leurs documents de planification leur ambition de maintenir et de développer les activités agricoles dans leurs fonctions tant économique que paysagère et environnementale ainsi que sous l'angle de l'aménagement du territoire. La préservation des terres agricoles est un enjeu fort pour les générations futures. Le changement climatique impose de développer de nouvelles formes de consommation privilégiant des réseaux de distribution locaux, d'agir afin de limiter la pression foncière liée au développement urbain et de pérenniser et accompagner le développement agricole sur le territoire.

Une stratégie foncière d'anticipation est nécessaire pour permettre l'accessibilité du foncier aux agriculteurs et garantir la vocation des espaces agricoles sur le long terme. De fait, la connaissance du marché foncier rural et des secteurs de franges ainsi que le remembrement rural sont des enjeux majeurs pour mener une politique d'aménagement de l'espace agricole et améliorer la structure des exploitations.

La SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur, opérateur foncier de l'espace rural et périurbain, intervient pour le compte de collectivités territoriales par le biais de conventions d'intervention foncière (CIF), avec pour objectif d'aider les collectivités à concrétiser leurs projets de développement par la maîtrise foncière des terrains concernés par des problématiques agricoles d'installations, de transmission, de restructuration ou d'aménagements.

La SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur dispose de compétences, d'outils et de moyens aptes à accompagner la politique foncière des communes :

AVIS FAVORABLE

- Dans le cadre de son activité courante de transmission de biens immobiliers ruraux au profit de porteurs de projets publics ou privés. Les rétrocessions mises en œuvre par la SAFER pourront ainsi être assorties d'un cahier des charges élaboré par la SAFER, précisant les conditions particulières à respecter, en cohérence avec la politique foncière et de développement des territoires communaux et intercommunaux ;
- Par la mise en œuvre d'actions foncières réalisées à la demande et pour le compte des communes et/ou EPCI à travers l'exercice du droit de préemption de la SAFER sur les ventes de fonds agricoles, terrains agricoles ou espaces présentant un enjeu pour la protection de l'environnement et des paysages ;
- Par la surveillance du marché foncier et la mise en place d'un dispositif de veille foncière opérationnelle.

Ainsi, plusieurs conventions d'interventions foncières (CIF) afférentes à différents Territoires fusionnés dans la Métropole Aix-Marseille-Provence ont été préalablement signées. En 2018, la Métropole a souhaité prendre en compte la totalité du territoire métropolitain et a approuvé par délibération du 22 mars 2018, une convention d'intervention foncière métropolitaine afin de conduire sur le long terme sa politique agricole décrite ci-dessus. Ladite convention a expiré le 31 décembre 2021.

En conséquence, la Métropole souhaite approuver une nouvelle convention d'intervention foncière d'une durée de 6 ans afin de poursuivre les missions et l'intervention de la SAFER dans le cadre du maintien de la politique agricole métropolitaine. Ce dispositif permet une intervention de la commune et de l'intercommunalité qui reste à l'initiative des demandes d'enquêtes et procédures de préemption dans le respect des prérogatives de la SAFER. Le montant de la présente convention est fixé à 53 180 euros HT (cinquante-trois-mille-cent-quatre-vingt euros HT). Il est pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence et couvre le coût global de la veille foncière opérationnelle (transmission des DIA, réalisation d'enquêtes, instruction des préemptions) hors frais de retrait de vente en cas de préemption en révision de prix qui sont pris en charge par la collectivité à l'initiative de la demande d'intervention (500 euros HT par dossier).

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale.
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;

- La délibération ENV 007-3564/18/BM du 22 mars 2018 approuvant la convention d'intervention foncière conclue avec la SAFER pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien et du développement de l'agriculture ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseil de Territoire.

Ouï le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la convention d'intervention foncière conclue en 2018 avec la SAFER est arrivée à échéance le 31 décembre 2021.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAFER PACA souhaitent disposer d'une nouvelle convention d'intervention foncière pour une durée de 6 ans, afin de poursuivre la mise en œuvre d'action en faveur du maintien et du développement de l'agriculture.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière ci-annexée entre la SAFER PACA et la Métropole Aix Marseille Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires (53 180 euros HT par an) sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Au titre de l'année 2022 : Sous-Politique G710 - Nature 62268 - Fonction 6312 – Code gestionnaire AGRI4
- Au titres de années 2023 et suivantes : opération stratégie foncière métropolitaine 2022-2026 n°2022000600 – sous-politique C 131-fonction 581, sous réserve du vote du budget.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/14

Sur le rapport de Michel LAN

Acquisition à titre onéreux auprès du Département des parcelles de terrain cadastrées BM 139 et 140 sises sur la commune de la Bouilladisse, nécessaires au projet de Val'TRAM

Par délibérations n°023-1398, n°003-7092 et n°017-9287 en date respectivement du 15 décembre 2016, 24 octobre 2019 et 17 décembre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a acté la mise en œuvre d'un projet de transport performant consistant à réaliser un tramway entre La Bouilladisse et la gare d'Aubagne, en empruntant l'ancienne voie SNCF dite de Valdonne, désigné projet Val'Tram.

Le tracé d'une longueur d'environ 14 kilomètres comportera 11 nouvelles stations ainsi que 3 parkings relais principaux pour un total de 500 places de stationnement. Pour le bon fonctionnement du tramway, 6 sous-stations, et des équipements techniques qui permettent l'alimentation en énergie électrique sur la ligne de tramway, doivent être implantés à proximité immédiate de la voie ferrée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir une emprise foncière d'environ 489 m² à détacher des parcelles cadastrées BM 139 et 140, propriétés du Département, afin de permettre la réalisation d'un parking-relais dans le cadre du projet du Val'Tram. La surface à acquérir sera affinée après réalisation du bornage contradictoire.

Au terme des négociations, les parties sont entendues sur un prix d'acquisition à l'euro symbolique. Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Il est précisé ici que l'ensemble des frais liés à cette transaction foncière est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend ;

- tous frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis ;
- le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire des biens immobiliers sous le n°13016001T001.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022, relative à la différenciation, à la décentralisation, à la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération TRA 023-1398/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative au projet d'investissement du tramway Val'Tram entre La Bouilladisse et Aubagne ;
- La délibération TRA 003-7092/19/CM du 24 octobre 2019, approuvant la révision du programme et l'affectation de l'opération d'investissement d'un tramway entre Aubagne et La Bouilladisse-Val'Tram ;
- La délibération MOB 017-9287/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant la nouvelle répartition et l'affectation de l'autorisation de programme relative au projet d'investissement de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse – Val'Tram ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'acquisition de l'emprise foncière permettra de réaliser un parking-relais nécessaire au projet de transport en site propre, le Val'tram.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition des parcelles BM 139 et 140 d'une superficie d'environ 439 m² sises sur la commune de La Bouilladisse, auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour un montant de 1,00 euro HT (un euro) auquel n'est pas appliqué la TVA.

Article 2 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Le Département des Bouches-du-Rhône est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2022 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sous l'opération 2017400100, sous politique C210, nature budgétaire 2111.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/15

Sur le rapport de Michel LAN

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive - Régularisation de la délibération URBA 014-3666/18/CM du 22 mars 2018 du Conseil de Métropole approuvant la révision générale du POS de la commune de Cadolive, valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Par une délibération du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision générale du POS valant élaboration du PLU de la commune de Cadolive.

En effet, en date du 22 septembre 2014, le Conseil Municipal de Cadolive a prescrit la révision générale de son Plan d'Occupation des Sols (POS), valant élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Par ailleurs et à compter du 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des articles l'article L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

À la suite de ce transfert de compétences, conformément à l'article L. 153-9 du Code de l'urbanisme « L'établissement public de coopération intercommunale mentionné au 1° de l'article L. 153-8 peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune ou à l'ancien établissement public de coopération intercommunale dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence ».

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de poursuivre la procédure de révision du POS valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme engagée par la commune avec son accord acté en conseil municipal du 11 décembre 2017.

En conséquence, et à compter du 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a poursuivi la procédure de révision générale du POS valant élaboration du Cadolive en cours.

Par une requête et deux mémoires, enregistrés le 22 novembre 2018, le 3 décembre 2019, et le 9 juin 2020, M. et Mme Jacques Blin, Mme Amélie Travers, M. Xavier Teil, M. Francis Alpini, Mme Annie Ronda, Mme Marie-Thérèse Ronda, M. et Mme Mathieu Baëza, représentés par Me Gugliermine, demandent au tribunal d'annuler l'arrêté du 22 mars 2018 par lequel le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme de Cadolive, ainsi que la décision implicite de rejet de leur recours gracieux.

Que par une décision n° 1809564 du 5 novembre 2020, le Tribunal administratif de Marseille a décidé :

- Article 1^{er} : de surseoir à statuer sur ladite requête ;
- Article 2 : d'enjoindre la métropole Aix-Marseille-Provence à justifier de la régularisation du vice mentionné au point 4 dans un délai de six mois à compter de la notification dudit jugement ;

Au motif que : « Il résulte de tout ce qui précède que si le moyen tenant à l'irrégularité de la composition du dossier d'enquête publique est fondé, ce vice apparaît susceptible d'être régularisé en application des dispositions précitées. Il y a donc lieu d'impartir à la métropole d'Aix-Marseille-Provence un délai de six mois afin qu'elle demande à la présidente du tribunal administratif de Marseille, en application de l'article R. 123-5 du code de l'environnement, de désigner à nouveau le commissaire enquêteur afin que soit menée une nouvelle enquête publique, puis que le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence adopte, par une nouvelle délibération, le plan local d'urbanisme ainsi régularisé. »

Par arrêté n°21/359/CM du 19/03/2021, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique portant régularisation de l'erreur matérielle soulevée dans le jugement n°1809564 du 5 novembre 2020 du Tribunal Administratif de Marseille, notamment relatif à son article 4 afin de compléter le dossier d'enquête publique relatif à la révision générale du POS, valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Cadolive du 4 décembre 2017 au 5 janvier 2018.

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 12 avril au lundi 26 avril 2021.

Le Commissaire enquêteur désigné a rendu ses conclusions et son rapport en date du 25 mai 2021 et a précisé :

Que la tenue de cette nouvelle enquête publique de Régularisation a permis :

- De maintenir le dialogue avec les habitants de la Commune de Cadolive ;
- De corriger l'erreur matérielle survenue lors de la tenue de la Première Enquête Publique, qui s'est déroulée du 4 décembre 2017 au 5 janvier 2018 ;

Qu'il a émis un avis favorable au dossier et a conclu à ce que le Tribunal Administratif de Marseille, autorité compétente en la matière, puisse statuer positivement à l'issue de cette nouvelle enquête publique de Régularisation.

Par le présent rapport, il est donc possible d'acter que l'enquête publique ordonnée par la Tribunal administratif a bien eu lieu et qu'elle n'a pas entraîné de changement dans le contenu du PLU approuvé par la délibération du 22 mars 2018. Il n'y a donc aucune décision qui vient modifier l'ordonnancement juridique affectant le PLU.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment L. 5217-1 et suivants et L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants, L. 134-11 et suivants et R.153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 sur la Simplification de la vie des entreprises (SVE) et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme PLU et Plan d'Occupation des Sols POS) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Les délibérations du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 et FBPA 065-10537/21/CM du 16 décembre 2021, portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n°URBA014-3666/18/CM du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision générale du POS de la commune de Cadolive, valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- Le jugement n°1809564 du Tribunal Administratif de Marseille du 5 novembre 2020 qui sursoit à statuer sur la requête de M. BLIN ;
- L'arrêté n° 21/359/CM de Mme la Présidente du Conseil de la Métropole portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative au Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Cadolive suite au jugement n°1809564 du 5 novembre 2020 du tribunal administratif de Marseille ;
- La décision n°E2100009/13 du 17 février 2021 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Receveur, en qualité de commissaire enquêteur pour la conduite de l'enquête publique relative au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive suite au jugement n°1809564 ;
- L'avis et le rapport du commissaire enquêteur ;
- Le mémoire en défense déposé auprès du Tribunal administratif du 30 septembre 2021, pour les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ensemble des pièces du dossier soumis à enquête publique unique ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Ouï le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que par délibération du 22 septembre 2014, le Conseil Municipal de Cadolive a prescrit la révision générale de son Plan d'Occupation des Sols (POS), valant élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;
- Que par délibération du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a acté la poursuite de la procédure de révision générale du POS de la commune de Cadolive, valant élaboration de son PLU ;
- Que par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la délibération relative à la révision générale du POS de la commune de Cadolive valant élaboration de son PLU ;
- Que par une requête et deux mémoires, enregistrés le 22 novembre 2018, le 3 décembre ;
- 2019, et le 9 juin 2020, le Tribunal administratif de Marseille a été saisi d'un recours contentieux à l'encontre de la délibération d'approbation de la procédure de révision du POS de la commune de Cadolive valant élaboration de son PLU ;
- Que par une décision N° 1809564 en date du 5 novembre 2020, le Tribunal Administratif a décidé de surseoir à statuer à ladite requête et a enjoint la Métropole Aix-Marseille-Provence à justifier de la régularisation du vice mentionné au point 4 dudit jugement dans un délai de six mois à compter de la notification du présent jugement ;
- Que le point 4 du jugement mentionné fait référence à deux pièces manquantes au sein du dossier d'enquête publique qui avait été organisée du 4 décembre 2017 au 5 janvier 2018 ;
- Que par décision n°E2100009/13 du 17 février 2021, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Receveur, en qualité de commissaire enquêteur pour la conduite de l'enquête publique relative au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive suite au jugement n°1809564 ;

- Que par arrêté n° 21/359/CM, la Présidente du Conseil de la Métropole a ordonné l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative au Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Cadolive suite au jugement n°1809564 du 5 novembre 2020 du tribunal administratif de Marseille ;
- Que l'enquête publique s'est déroulée du lundi 12 avril 2021 au lundi 26 avril 2021 pour une durée de quinze jours consécutifs ;
- Que le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable au dossier de régularisation de l'enquête publique ;
- Qu'afin de clôturer l'instruction du dossier, il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence prenne acte que l'enquête publique de régularisation n'a emporté aucune modification du dossier de PLU tel qu'il a été approuvé en date du 22 mars 2018.

DECIDE

Article 1 :

Il est acté que l'enquête publique de régularisation sur la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Cadolive, ordonnée par le jugement du Tribunal administratif de Marseille en date du 5 novembre 2020, n'a emporté aucune modification du dossier de Plan local d'urbanisme tel qu'il a été approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 22 mars 2018.

Article 2 :

La présente délibération sera adressée et versée au dossier en défense de ladite procédure contentieuse.

AVIS FAVORABLE

Non-participation au vote : Serge PEROTTINO, Rémi MARCENGO

CT4/280622/16

Sur le rapport de Michel LAN

Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne - Engagement de la modification simplifiée n°1

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par courrier du 8 juin 2022, la commune d'Aubagne a sollicité du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée pour les motifs suivants :

- Correction d'une erreur matérielle relative à l'emprise d'une servitude de mixité sociale demeurée sur la planche graphique du document alors que supprimée par délibération d'approbation de la procédure de modification n°4 voie de modification n°4 du PLU du 19 novembre 2021 ;
- Correction d'une erreur matérielle relative au classement en zonage UD du secteur de l'avenue de Verdun demeuré sur la planche graphique du document, alors qu'approuvé comme un zonage UC par la délibération d'approbation n° URBA-005-10694/21/CM de la modification n°4 du PLU du 19 novembre 2021
- Correction d'une erreur matérielle relative à la date du Conseil de la Métropole ayant approuvé la procédure de modification n°4 sur la page de garde des pièces réglementaires du document ;

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Conformément aux dispositions de l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme, ont été définies les conditions dans lesquelles le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les Personnes Publiques Associées (PPA) seront mis à la disposition du public afin de lui permettre de formuler ses observations.

Les modalités de la mise à disposition du public proposées sont les suivantes :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de mise à disposition dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet dédié de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et dans un journal diffusé dans le département ;
- Affichage de l'avis de mise à disposition et de l'arrêté d'engagement de la modification simplifiée n° 1 du PLU d'Aubagne au siège du Conseil de Territoire et à l'hôtel de ville d'Aubagne ;
- Mise à disposition au sein des services urbanisme de la ville d'Aubagne et au siège du Conseil de Territoire d'un registre papier destiné à accueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant une période d'un mois conformément aux dates de mise à disposition dans l'avis d'ouverture de la phase de mise à disposition ;
- Mise à disposition d'une adresse électronique et d'un registre dématérialisé destinés à recueillir les observations du public ;

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;

- Les délibérations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 et FBPA 065-10537/21/CM du 16 décembre 2021, portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire d'Aubagne du 8 juin 2022 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- La saisine effectuée par Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne du 28 juin 2022 afin que le Conseil de la Métropole sollicite de la part de la Présidente l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la ville d'Aubagne ;
- La définition des modalités de mise à disposition du dossier au public par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la commune d'Aubagne a sollicité le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 8 juin 2022 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU afin de permettre la correction de plusieurs erreurs matérielles ;

- Que conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite de la Présidente l'engagement d'une telle procédure ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a saisi le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence par une délibération du 28 juin 2022 afin qu'il sollicite de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune d'Aubagne ;
- Que les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été définies par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022 ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie de modification simplifiée.

DECIDE

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune d'Aubagne.

AVIS FAVORABLE

Non-participation au vote : Serge PEROTTINO, Rémi MARCENGO

CT4/280622/17

Sur le rapport de Michel LAN

Délibération cadre - Schémas des procédures d'élaboration et d'évolutions des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopro Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales issu de la loi MAPTAM, disposait que la Métropole Aix-Marseille-Provence était composée de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Dans ce cadre, six Conseils de Territoire ont été institués.

En outre, la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a donné à la Métropole AMP, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Ainsi, les prérogatives propres des Conseils de Territoire et les attributions pouvant leur être déléguées par le Conseil de la Métropole ont été fixées au I et II de l'article L. 5218-7 du CGCT.

En outre, les dispositions de l'article L5218-7, II du CGCT étaient combinées avec l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme. Celui-ci prévoyait des attributions de compétence au profit du Conseil de la Métropole et des Conseils de Territoire pour l'élaboration et l'évolution des Plans Locaux d'Urbanisme.

Dans ce contexte, la Métropole a adopté puis reconduit un ensemble de délibérations dites « cadres » visant à répartir les compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoires et leurs Présidents respectifs, en matière d'urbanisme.

La promulgation de la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite « Loi 3DS », entérine l'évolution institutionnelle de la Métropole Aix Marseille Provence. De ce fait, il convient de modifier ces délibérations « cadres » afin de tenir compte des évolutions apportées et notamment de la suppression de l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme ; de sécuriser juridiquement les procédures, de leur donner de la lisibilité, et de réaffirmer le rôle des communes dans le dispositif.

La compétence urbanisme exercée par la Métropole Aix Marseille Provence recouvre l'élaboration et l'évolution des documents suivants :

- Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi)
- Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)
- Règlements Locaux de Publicité (RLP)
- Règlements Locaux de Publicité intercommunaux (RLPi)
- Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)
- Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR)
- Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) et Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV)

Concernant les PLU/PLUi :

Il convient de rappeler que dans l'attente de l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente, pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble du territoire métropolitain.

A ce jour un PLUi a été approuvé sur le territoire Marseille Provence, 3 PLUi sont en cours d'élaboration sur les territoires du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Pays de Martigues. Le lancement d'une démarche préalable à l'élaboration d'un futur PLUi sur le Territoire du Pays Salonais est proposé au vote du présent Conseil. Des réflexions sont en cours sur le territoire du Pays d'Istres-Ouest-Provence.

Dès leur approbation, les PLUi peuvent faire l'objet de procédures d'évolutions.

Les PLU communaux en vigueur peuvent faire l'objet d'une révision (si celle-ci a été engagée avant le 1^{er} janvier 2018), d'une révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

Concernant les RLP/RLPi :

Chaque territoire a prescrit un RLPi sur son périmètre.

Une procédure de RLP est en cours de finalisation sur la commune d'Aubagne.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration et d'évolution des Règlements Locaux de Publicité. En effet, l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement prévoit que le Règlement Local de Publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des Plans Locaux d'Urbanisme définies au titre V du livre Ier du code de l'urbanisme, à l'exception des dispositions relatives à la procédure de modification simplifiée prévue par l'article L. 153-45 du Code de l'Urbanisme.

Concernant les documents patrimoniaux :

La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 « relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine » a largement renouvelé le droit de la protection du patrimoine. Celle-ci a notamment créé les sites Patrimoniaux Remarquables et transformé de plein droit les secteurs sauvegardés, les Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) ainsi que les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) existants au jour de sa publication en sites patrimoniaux remarquables.

Les dispositions transitoires de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 organisent le maintien en vigueur des règlements des AVAP et des ZPPAUP applicables avant la date de publication de la loi, jusqu'à ce qu'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) ou un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) s'y substitue.

Elles prévoient également que les projets d'AVAP mis à l'étude avant la date de publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 sont instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du Code du Patrimoine dans leur rédaction antérieure à cette loi.

Ainsi, pour chaque procédure d'élaboration ou d'évolution des documents précités un schéma de procédure est joint en annexe de la présente délibération à l'exception des schémas relatifs aux procédures de modification de règlement d'AVAP, de création de SPR, et d'élaboration de PVAP et PSMV. En effet aucune de ces procédures n'est aujourd'hui en cours d'élaboration sur le Territoire Métropolitain. Ces schémas seront proposés au vote d'un prochain conseil.

Les présents schémas se substituent à l'ensemble des délibérations « cadres » évoquées précédemment.

Ils offrent un cadre juridique commun. En outre, les modalités de travail à mettre en place dans le cadre des procédures seront déterminées et adaptées à chaque contexte local.

Toutefois les procédures d'élaboration/révision/révision allégée de PLU/RLP communaux ou intercommunaux dont les modalités de collaboration avec les communes ainsi que les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public définis préalablement à l'entrée en vigueur des schémas joints en annexe, se poursuivent selon lesdites modalités.

Ces schémas se substituent à l'ensemble des délibérations « cadres » évoquées précédemment.

Ils offrent un cadre juridique commun. En outre, les modalités de travail à mettre en place dans le cadre des procédures seront déterminées et adaptées à chaque contexte local.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- Loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- Loi du 7 Aout 2015, portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3 DS) ;
- La délibération FPBA 062-10934/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération FPBA 063-10935/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix .
- La délibération FPBA 064-10936/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération FPBA 065-10937/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération FPBA 066-10938/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Istres-Ouest-Provence ;
- La délibération FPBA 067-10939/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des six Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver des schémas de procédures relatifs aux procédures d'urbanisme afin de les sécuriser, de leur donner de la lisibilité, et de réaffirmer le rôle des communes dans le dispositif.

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvés les schémas relatifs aux procédures d'élaboration et d'évolutions des Plans Locaux d'Urbanisme, d'élaboration et d'évolutions des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux, d'élaboration des Règlements Locaux de Publicité, d'élaboration et d'évolutions des Règlements Locaux de Publicité intercommunaux, et enfin de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

Ces schémas sont joints en annexe de la présente délibération.

Article 2:

Les procédures d'élaboration/révision/révision allégée de PLU/RLP communaux ou intercommunaux, dont les modalités de collaboration avec les communes ainsi que les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public définis préalablement à l'entrée en vigueur des schémas joints, se poursuivent selon lesdites modalités.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/18

Sur le rapport de Michel LAN

Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur - Avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence et consultation des communes

Le Schéma Régional des Carrières (SRC), élaboré par le Préfet de Région, définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la Région. Il s'appuie sur un état des lieux faisant l'inventaire des ressources et l'analyse prospective des besoins en matériaux dans la région, y compris en abordant les questions de ressources secondaires et la logistique associée.

Le SRC s'impose à certains documents d'urbanisme tels que le SCOT, les PLU et les PLUi. Son opposabilité a été renforcée par ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020. Aussi, le SCOT métropolitain, actuellement en cours d'élaboration par la Métropole Aix-Marseille-Provence, devra être compatible avec le futur SRC PACA.

L'élaboration du Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :

Le préfet de Région Provence Alpes Côte d'Azur a lancé l'élaboration du SRC en septembre 2017. Les travaux d'élaboration ont été réalisés sous-pilotage de la DREAL PACA et avec l'appui d'une équipe projet constituée de plusieurs partenaires : le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), la Cellule économique régionale de la construction (CERC), le bureau d'études ECOVIA, la Région et la DREAL.

Le contenu du Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :

En comité de pilotage de mai 2021, le projet de SRC a été validé. Il est fondé sur un état des lieux, une démarche de prospective, une analyse des enjeux et un scénario d'approvisionnement. Le document est ainsi constitué de cartes de localisation des gisements, et de mesures, correspondant à des orientations d'actions.

Plus précisément, le SRC porte sur 7 gisements d'intérêt national (GIN) relatifs à de la craie d'orgon, du gypse, des dolomies et de la chaux industrielle et 4 gisements d'intérêt régional (GIR) relatifs à de la craie d'orgon, du gypse, du roc, des alluvions et du calcaire pour le ciment. Les GIN/GIR ont un intérêt particulier en lien avec leur faible disponibilité nationale ou régionale, la dépendance forte à ces matériaux, la difficulté de substitution et l'intérêt patrimonial dans le cas de restaurations architecturales, culturelles ou historiques.

Le SRC comporte également 5 orientations correspondant aux enjeux socio-économiques et environnementaux de la Région :

- Intégrer l'approvisionnement en matériaux dans la planification du territoire ;
- Economiser la ressource et développer le recyclage ;
- Optimiser les transports et limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- Préserver les enjeux du territoire ;
- Prendre en compte l'environnement dans l'exploitation des carrières, réhabiliter et valoriser les sites.

Ces 5 orientations se déclinent en 59 mesures.

Elles sont complétées par une orientation transversale : mettre en place un observatoire des matériaux et développer la formation.

Il est à noter que le SRC ne cartographie pas les carrières existantes (il en produit la liste). Mais il cartographie le gisement potentiel d'exploitation (GPE) qui représente les gisements actuels, dans lesquels sont situés les carrières existantes.

L'étape de consultation du Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :

Afin de poursuivre l'élaboration de ce schéma, la DREAL consulte, pour avis, l'ensemble des EPCI de la Région. A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) est consultée. Son avis fait l'objet de la présente délibération.

La procédure d'élaboration du SRC ne prévoit pas que la DREAL consulte directement les communes de la Région. Cependant, chaque EPCI consulté peut solliciter lui-même l'avis de ses communes membres, afin de transférer ensuite ces avis à la DREAL. La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de consulter les 92 communes qui la composent.

Ainsi, 9 communes ont transmis un avis à AMP, dans le délai imparti. Il en ressort que :

- 3 communes ont émis un avis défavorable au SRC : Jouques, Roquevaire, Aubagne ;
- 2 communes ont émis un avis favorable au SRC : Charleval et Peyrolles ;
- 1 commune a émis un avis favorable avec une réserve et un point de vigilance, dans la continuité de l'avis d'AMP : Berre-l'étang ;
- 2 communes ont transmis une information, à savoir qu'elles partagent le constat fait par le SRC relatif aux carrières actuellement exploitées sur leur territoire : Auriol et La Barben ;
- 1 commune a signalé une incohérence de contenu (positionnement d'un gisement et d'une exploitation) et exprimé un besoin en équipement complémentaire à une exploitation existante (un échangeur) : Les Pennes-Mirabeau.

La Métropole AMP a transmis ces avis à la DREAL.

L'avis d'AMP sur le Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :

Dans le cadre de la consultation en cours, la Métropole Aix-Marseille-Provence émet un avis favorable sur le Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur assorti de 3 réserves sur les mesures suivantes :

- Mesure n° 4 du SRC : tendre, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLUi, vers l'autonomie en granulats communs ;
- Mesure n° 5 du SRC : analyser l'équilibre production/besoin du territoire en granulats communs à l'échelle du SCOT et définir les actions permettant d'atteindre l'autonomie territoriales en granulats communs ;
- Mesure n° 6 du SRC : définir, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLU(i), les modalités d'approvisionnement en matériaux, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale.

Pour ces 3 mesures, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'oppose à la notion d'« autonomie à l'échelle des SCOT et à défaut des PLU(i) ». Le périmètre de ces documents, fortement variable d'un cas à l'autre, paraît en effet peu pertinent pour analyser les besoins et les capacités de production en granulats communs et autres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas favorable à l'intégration dans le SCOT de l'analyse des besoins et des capacités de production pour les différents types de matériaux, dont les granulats communs. Elle propose ainsi un renvoi à l'Etat, qui pourrait fournir cette analyse dans le cadre des Porters à Connaissance (PAC) relatifs aux documents d'urbanisme et de planification.

En revanche, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'orientation (figurant dans la mesure 4) qui consiste à donner « priorité au renouvellement et à l'extension des carrières existantes ; ainsi qu'à la justification du besoin pour créer de nouveaux sites d'extraction ».

Cet avis favorable est, en outre, assorti de deux points de vigilance. Le premier porte sur la mesure n° 9 : « préserver, dans les documents d'urbanisme, l'accès aux gisements d'intérêt national ou régional ». Cette préservation doit se faire sur le long terme, dans un équilibre entre préservation des gisements et aménagement du territoire. Plus précisément, la Métropole Aix-Marseille-Provence met un point de vigilance sur les sites du massif de la Nerthe (GIR de Roc et GIN de chaux industrielle) et du Val de Durance (GIR d'alluvions) car ces sites présentent une forte richesse environnementale (agriculture, biodiversité, faune et flore marine...) qu'il convient de préserver et/ou de restaurer.

Le second point de vigilance porte sur le principe de prendre en compte les chartes des Parcs Naturels Régionaux et du Parc National des Calanques, qui développent des mesures spécifiques liées à l'accompagnement paysager des carrières en exploitation ou en reconversion.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 515-3 et suivants, R 515-2 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le courrier du préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du 24 février 2022, consultant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), dont la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur est en cours d'élaboration ;
- L'avis de la commune d'Auriol, courrier du 4 avril 2022 ;
- L'avis de la commune de Jouques, courrier du 13 mai 2022 ;
- L'avis de la commune de la Barben, courriel du 19 mai 2022 ;

- L'avis de la commune de Berre l'Etang, courrier du 20 mai 2022 ;
- L'avis de la commune de Roquevaire, délibération du conseil municipal du 23 mai 2022.
- L'avis de la commune d'Aubagne, courrier du 24 mai 2022 ;
- L'avis de la commune de Charleval, courriel du 24 mai 2022 ;
- L'avis de la commune de Peyrolles, courrier du 24 mai 2022 ;
- L'avis de la commune des Pennes-Mirabeau, courriel du 24 mai 2022 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des six Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur l'ensemble de son périmètre ;
- Que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été prescrit par délibération le 15 décembre 2016 ;
- Que depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'urbanisme sur l'ensemble de son périmètre ;
- Que le Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur est en cours d'élaboration par le Préfet de Région et que la Métropole Aix-Marseille-Provence est consultée pour avis, au titre de l'article R. 515-4 du code de l'environnement ;
- Que la métropole a consulté les 92 Communes membres sur le projet de Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, avec trois réserves et deux points de vigilance, tels qu'indiqués ci-dessous :

- Réserve sur la mesure n°4 relative à l'autonomie des approvisionnements en granulats communs à l'échelle des SCOT ou à défaut des PLUi ;

- Réserve sur la mesure n°5 relative à l'analyse de l'équilibre production/besoin du territoire en granulats communs à l'échelle du SCoT ;
- Réserve sur la mesure n°6 relative à la définition, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLU(i), des modalités d'approvisionnement en matériaux, autres que les granulats communs ;
- Point de vigilance sur la mesure n° 9 relative à la préservation, dans les documents d'urbanisme, de l'accès aux gisements d'intérêt national ou régional ;
- Point de vigilance global sur la nécessité de prendre en compte les chartes des Parcs Naturels Régionaux et du Parc National des Calanques.

Un document joint en annexe de la délibération détaille ces réserves et points de vigilance.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a consulté les communes sur le projet de Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur et transmet les avis recueillis aux services de l'Etat qui élaborent le document.

Article 3 :

La Métropole souhaite que l'Etat intègre dans les futurs Porters à Connaissance, relatifs aux documents d'urbanisme et de planification, l'analyse de l'équilibre entre production et besoin du territoire en granulats communs et les autres matériaux.

AVIS DEFAVORABLE

**16 contres : Serge PEROTTINO,
Alain ROUSSET, Jean-Marie LEONARDIS,
Jean-Jacques COULOMB, Bernard
DESTROST, Rémi MARCENGO,
Michel LAN, Yves MESNARD, Patrick PIN,
Gérard GAZAY, Danielle MENET,
Magali GIOVANNANGELI, José MORALES,
Véronique MIQUELLY,
Sophie AMARANTINIS, Nicolas BAZZUCCHI**

CT4/280622/19

Sur le rapport de Michel LAN

Approbation de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement Interface Vallée de l'Huveaune / Ilot Bras d'Or à Aubagne

Par délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement « Interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne ». Cette délibération avait permis initialement, d'engager la restructuration de l'îlot du « Bras d'or ». Un mandat d'étude a été confié à la SOLEAM pour dans un premier temps réaliser des études hydrauliques spécifiques, et dans un second temps des études pré-opérationnelles, visant à dégager les potentialités urbaines, techniques et financières de la restructuration de l'îlot Bras d'Or.

En parallèle, la commune a lancé une étude pré-opérationnelle, en partenariat avec la Métropole et la Région visant à définir les modalités d'urbanisation autour du pôle d'échanges afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du centre-ville d'Aubagne.

Ces études confirment les enjeux de requalification et de redynamisation du centre-ville en articulation avec le développement d'un quartier de gare innovant et la requalification du secteur du Bras d'or à l'ouest du centre-ville.

Ainsi, une concession d'aménagement a été confiée à la SOLEAM, par délibération n° URB 043-4201/18/CM du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2018.

En application de l'article L300-5 du code de l'urbanisme, la concession fixe dans son article 14.4, le montant prévisionnel de la participation du concédant à

- 3 235 512 € au titre de la participation d'équilibre à l'opération
- 9 866 201 € TTC au titre de la participation à la réalisation des équipements publics.

Soit un montant un budget global pour la Métropole de 13 101 713 € TTC.

Un avenant n°1 à la concession, approuvé par délib n°URBA 021- 8692/20/CM du 15 octobre 2020, a modifié la répartition de la participation globale de la Métropole au coût de l'opération et son échéancier de versement sans augmenter le montant.

Conformément aux dispositions légales et aux stipulations contractuelles, ont été présentées, au travers du Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL), pour l'année 2021, la situation physique et financière de la réalisation de l'opération ainsi que son évolution prévisionnelle. Le nouveau bilan d'opération, porte le montant des dépenses de l'aménageur de 26 965 546 € HT à 27 309 892 € HT (soit 32 001 151€ TTC).

Ainsi, il est proposé d'adapter le montant de la participation du concédant de la manière suivante :

- La participation à l'équilibre s'établit à 1 718 353 €.
- La participation aux équipements et aménagements publics (dépenses d'investissements) d'un montant de 11 383 360 € TTC.

Soit un montant global inchangé pour la Métropole de 13 101 713 € TTC.

Il convient également d'adapter les modalités de versement de la participation.

En conséquence, il est proposé à l'approbation de l'assemblée délibérante le présent avenant n°2, ci-annexé, modifiant l'article 14.4 de la concession d'aménagement portant sur la participation du concédant. Il s'agit de mettre en cohérence le bilan prévisionnel inscrit au CRAC arrêté au 31/12/20 approuvé par le Bureau de Métropole du 13 décembre 2021 et le traité de concession d'aménagement : mise à jour de la répartition de la participation et de l'échéancier de versement. Il est à noter que le montant de cette participation est globalement inchangée.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le projet d'avenant n°2 à la concession d'aménagement ci annexé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de modifier l'article 14.4 du traité de concession relatif à la répartition de la participation prévisionnelle du concédant et à l'échéancier de versement suite à l'approbation du bilan prévisionnel de l'opération mis à jour au 31 décembre 2020.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 au traité de concession d'aménagement relatif à l'opération « interface Vallée de l'Huveaune / Ilot Bras d'Or » à Aubagne, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SOLEAM ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé le calendrier de versement de la participation suivant :

- Le versement de la participation à l'équilibre d'un montant de 1 718 353 euros s'établit comme suit :
 - Déjà versé au 31 décembre 2020: 976 000 euros
 - 2021 : 571 844 euros
 - 2026 : 170 509 euros
- Le versement de la participation aux équipements d'un montant de 11 383 360€ TTC s'établit comme suit :
 - Déjà versé au 31 décembre 2020 : 981 000 euros
 - 2021 : 1 447 156 euros
 - 2022 : 3 894 207 euros
 - 2023 : 5 231 506 euros
 - 2026 : -170 509 euros

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°2 ainsi que tout documents y afférent.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/20

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation du tarif des loyers du site immobilier d'entreprises "La Ferme de Napollon" sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, dans le cadre de la compétence Développement Economique détenue par la Métropole Aix-Marseille-Provence

Dans le cadre de ses compétences en matière de Développement Economique, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer les droits réels et la gestion du site de la « Ferme de Napollon », immeuble de 356m² dédié à l'immobilier d'entreprises, sur la commune de d'Aubagne.

La vocation de l'immobilier d'entreprises est de permettre aux entreprises en création ou en extension de passer le cap difficile des premières années d'expérience (aide au démarrage, suivi de leur phase de développement, insertion dans le tissu économique local). La location de locaux à des conditions avantageuses fait partie du dispositif d'aides dont elles disposent.

En sa séance du 30 septembre 2014, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvait une tarification des loyers à appliquer à la pépinière d'entreprises « La Ferme de Napollon », à Aubagne. Depuis, aucune réévaluation tarifaire n'a été réalisée et malgré l'indexation du loyer aux indices concernés (ICC, ILC, ILAT, etc.), les niveaux de loyer ne correspondent plus à la réalité du marché. Cet écart avec la réalité peut entraîner des difficultés de gestion, notamment au niveau de leur trésorerie, pour les entreprises qui souhaitent s'émanciper en dehors du parc métropolitain.

Il semble donc aujourd'hui nécessaire d'opérer une refonte complète de la grille tarifaire du site d'immobilier d'entreprises « La Ferme de Napollon » à compter du 1^{er} septembre 2022, de prévoir un dispositif d'une aide à l'investissement immobilier pour les nouveaux baux et pour les entreprises en création ou en extension, ainsi que la réévaluation du forfait de charges en adéquation avec les frais de fonctionnement actuels.

Méthodologie de construction de la grille tarifaire :

L'évaluation des loyers de « La Ferme de Napollon » a été réalisée par la Métropole suivant la méthode dite par comparaison,

reflétant la valeur locative de marché, actuelle.

Les loyers seront indexés selon un indice fixé sur chaque bail ou convention.

Le montant du loyer est fixé à 140€HT/HC/m²/an.

Aide à l'investissement immobilier :

En vertu de l'article L.1511-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole est seule compétente pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles. Cette aide peut prendre la forme de subventions, de rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés, de prêts, d'avances remboursables ou de crédit-bail à des conditions plus favorables que celles du marché. Le montant des aides est calculé par référence aux conditions du marché, selon des règles de plafond et de zone déterminées par voie réglementaire.

L'aide accordée ne saurait être illimitée. Elle est fixée selon des règles d'intensité et de zone déterminées par voie réglementaire. Compte tenu de la localisation du bâtiment, celui-ci se situe en zone PME et est donc soumis aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, dans les limites et conditions d'application fixées dans ce dernier conformément à l'article R. 1511-5 du CGCT.

- Aide dans le cadre des nouveaux baux conclus à partir du 1^{er} septembre 2022

Conformément à la réglementation en vigueur, les entreprises pourront prétendre à l'octroi de l'aide à l'immobilier d'entreprises (location) si elles remplissent les conditions suivantes :

- Être considérée comme une petite ou moyenne entreprise au sens de l'annexe 1 du règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 ;
- Être en création ou en extension ;
- Ne pas dépasser 200 000 euros d'aides publiques sur 3 exercices fiscaux (en prenant en compte l'aide potentiellement octroyé par le présent dispositif).

L'intensité de l'aide accordée par rapport au loyer applicable est la suivante :

- 20 % d'aide sur toute la durée du bail pour les petites entreprises ;

- 10 % d'aide sur toute la durée du bail pour les moyennes entreprises.

Les grandes entreprises au sens du règlement n°651/2014, les entreprises déjà créées et/ou concernées pour le renouvellement d'un bail ne pourront bénéficier de l'aide susmentionnée.

- Franchise consécutive à la réalisation de travaux

Une franchise sur le loyer principal pourra être accordée en contrepartie de travaux réalisés par le preneur pour ses propres besoins. Dans ce cas, la franchise correspond à une aide à l'investissement immobilier et devra donc être limitée au seuil d'intensité précisé dans le règlement UE 651/2014 (de 10% à 20%). Les charges et taxes resteront dues durant toute la période de franchise.

Ainsi, si l'entreprise bénéficie déjà d'un rabais en terme de loyer en respect du seuil maximal d'intensité, elle ne pourra pas bénéficier de la franchise.

La franchise devra être obligatoirement négociée avant la conclusion du bail ou de son renouvellement.

Dans le cas d'une convention d'occupation précaire, aucune franchise ne pourra être accordée.

Modalité de gestion des charges :

Pour chaque bail ou convention, les locataires rembourseront à la Métropole l'ensemble des charges, prestations et frais définis au contrat et se rapportant à l'immeuble, aux parties communes ou aux équipements communs.

Elles rembourseront à la Métropole, en sus du loyer, leur quote-part des charges, prestations et taxes de toutes natures afférentes aux locaux loués.

Les catégories de charges, impôts, taxes et redevances sont les suivantes :

- Fonctionnement et Gestion administrative liée à la technique de l'immeuble ;
- Entretien de l'immeuble ;
- Elimination des déchets ;
- Impôts et taxes.

Est exclue des charges la Taxe Foncière qui sera assumée par la Métropole.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole est gestionnaire et titulaire de droits réels sur la commune d'Aubagne du site d'immobilier d'entreprises « La Ferme de Napollon » d'environ 356m² ;
- Qu'il est nécessaire d'opérer une refonte complète de la grille tarifaire du site immobilier d'entreprises à compter du 1er septembre 2022, de prévoir un dispositif d'une aide à l'investissement immobilier pour les nouveaux baux et pour les entreprises en création ou en extension, ainsi que la réévaluation des provisions de charges en adéquation avec les frais de fonctionnement actuels.

DECIDE

Article unique :

Est approuvé le tarif des loyers du site d'immobilier d'entreprises « La Ferme de Napollon » sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, fixé à 140 euros HT/HC/m²/an, ainsi que l'application des principes décrits ci-dessus en matière d'aides à l'investissement immobilier des entreprises et de gestion des charges.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/21

Sur le rapport de Yves MESNARD

**Approbation de la mise en œuvre du
dispositif d'autorisation préalable de mise
en location des logements privés sur le
centre ancien d'Aubagne**

La commune d'Aubagne s'est engagée dans une politique volontariste de requalification de son centre historique dès 2014. Depuis diverses actions ont été menées, dont une OPAH renouvellement urbain, et se poursuivent en matière de requalification de l'espace public mais aussi d'acquisition de commerces ou encore de valorisation du patrimoine historique. Ainsi dans le cadre du futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) une orientation d'aménagement et de programmation « Ambition Centres Anciens » est spécialement proposée pour coordonner le cadre d'intervention de la mise en valeur du patrimoine architectural, urbain et paysager.

Pour autant la réhabilitation des logements et immeubles situés dans les périmètres des centres anciens doit être renforcée eu égard aux diverses situations de paupérisation et leurs conséquences sur le patrimoine bâti.

Ainsi depuis 2016, la commune s'est dotée d'un service Habitat, lequel est rattaché à la Direction de l'Habitat et du Logement. A partir de signalements effectués par les locataires, ses missions s'exercent sur le repérage et l'intervention dans l'Habitat Indigne et sur la lutte contre l'Habitat dégradé sur la commune en lien avec la Métropole Aix-Marseille-Provence qui accompagne entre autres la Ville d'Aubagne dans le cadre des missions définies dans le programme d'Intérêt Général (P.I.G. / 2020-2023), mis en œuvre sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Les principaux axes d'interventions du PIG sont :

- L'éradication de l'habitat indigne, la lutte contre l'habitat dégradé et la précarité énergétique ;
- Reconquérir le parc existant vacant ;
- Développer une nouvelle offre abordable de qualité, poursuivre l'adaptation des logements à la perte d'autonomie, participer au repérage des copropriétés en difficulté et d'apporter une aide spécifique aux copropriétaires occupants modestes et très modestes.

De plus, en vue de renforcer l'action communale déjà engagée, le Conseil Municipal a adopté le 22 mars 2022 un protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne. La ville d'Aubagne souhaite désormais compléter son action et assurer un logement digne et décent aux locataires sur son territoire en mettant en place le permis de louer et a délibéré le 21 juin 2022.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, a adopté sa stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne avec une traduction opérationnelle immédiate.

Parmi les outils de cette stratégie dont la Métropole s'est dotée, figure l'autorisation préalable de mise en location de logements privés dans des périmètres particulièrement touchés par l'habitat indigne.

Présentation du dispositif :

Depuis la loi ALUR codifiée aux articles L. 634-1 à L. 635-11 CCH, les EPCI peuvent définir des secteurs géographiques, voire des catégories de logements ou ensembles immobiliers, pour lesquels la mise en location d'un bien par un bailleur est soumise à une autorisation préalable dont les modalités sont explicitées par le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 (CCH : R.634-1 à R.635-4). La loi N°2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN est venue préciser que ce dispositif d'autorisation préalable ne s'applique ni aux logements mis en location par un organisme de logement social, ni aux logements qui bénéficient d'une convention avec l'Etat en application de l'article L. 351-2.

A compter de l'entrée en vigueur du permis de louer, l'autorisation préalable à la mise en location est obligatoire sur le périmètre retenu. Ce dispositif conformément à l'article R. 635-1 du Code de la Construction et de l'Habitation concerne la mise en location ou la relocation de logements vides ou meublés à usage de résidence principale qui sont soumis au titre 1^{er} ou au titre 1^{er} bis de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs.

L'autorisation préalable, délivrée par Métropole, conditionne la signature de chaque nouveau bail d'habitation.

La demande d'autorisation est déposée par le(s) bailleur(s) ou leur mandataire par formulaire CERFA n°15652*01. Cette demande pourra être adressée par voie électronique. Elle sera accompagnée obligatoirement des diagnostics techniques prévus à l'article 3-3 de la loi du 6 juillet 1989 (notamment, l'état des risques naturels et technologiques ; le diagnostic de performance énergétique ; le constat des risques d'exposition au plomb ; l'état de l'installation intérieure d'électricité et de gaz).

À son dépôt, la demande d'autorisation donne lieu à la remise d'un récépissé mentionné aux articles L112-3, R112-6 du Code des Relations entre le Public et l'Administration. L'autorisation préalable est délivrée expressément dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande, à défaut le silence de l'autorité compétente vaut autorisation tacite.

L'instruction comprend la visite du logement par un technicien dédié.

L'autorisation préalable de louer peut-être refusée ou soumise à condition lorsque le logement ne répond pas aux normes de décence définies par le décret 2002-120 du 30 janvier 2002 modifié le 1er juillet 2018 ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants et à la salubrité. Le cas échéant, la décision est motivée et précise la nature des travaux ou aménagements prescrits pour satisfaire aux exigences de la sécurité et de la salubrité.

L'autorisation préalable ne peut pas être délivrée lorsque l'immeuble dans lequel est situé le logement fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité, de péril ou relatif à l'équipement commun des immeubles collectifs à usage principal d'habitation.

La décision de rejet est transmise à la Caisse d'Allocations Familiales et aux services fiscaux.

Une fois obtenue, l'autorisation expresse doit être jointe au contrat de location à chaque nouvelle location ou relocation.

L'autorisation est valable deux ans suivant sa délivrance si le logement n'a pas été remis en location.

Le transfert de l'autorisation à un nouvel acquéreur s'effectue par l'autorité compétente et la demande d'autorisation devra être renouvelée à chaque nouvelle location.

L'autorisation de louer est inopposable aux autorités publiques chargées d'assurer la police de la salubrité ou de la sécurité des bâtiments, ainsi qu'au droit afférent aux mesures administratives.

L'absence d'autorisation préalable est sans effet sur le bail dont bénéficie le locataire. Le fait de mettre en location un logement sans avoir préalablement déposé la demande d'autorisation, ou en dépit d'une décision de rejet, est sanctionné par une amende variant entre 5 000 euros et 15 000 euros qui tiendra compte de la gravité des manquements.

Le paiement de l'amende est ordonné par le Préfet dans le délai d'un an à compter de la constatation des manquements.

La Métropole coordonnera avec la ville d'Aubagne, l'Etat, la Caisse d'Allocations Familiales, parties prenantes du dispositif, le déroulé du dispositif jusqu'à la mise en œuvre des sanctions prévues.

La date d'entrée en vigueur de ce dispositif est fixée au 16 janvier 2023.

Périmètre de mise en œuvre :

Après analyse de données issues de l'ADIL (Observatoire des Loyers) et du nombre de signalements reçus par la commune (50 sur le Centre Ancien en 2021, provenant du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne), le périmètre retenu pour ce nouveau dispositif qui se situe à l'intérieur de la concession d'aménagement et de renouvellement urbain est joint en annexe.

En effet, ce secteur est celui dans lequel est regroupé un grand nombre de problématiques d'indécence, d'habitat dégradé et de procédures de mise en sécurité constatés ces quatre dernières années. Le taux de mobilité estimé sur ce périmètre d'après les données établies par l'ADIL est de 17% pour l'année 2021, soit une projection de 14 changements de locataires par mois. A noter que la majorité des logements sont gérés directement par les propriétaires bailleurs privés (près de 80%).

Mode de gestion proposé :

Ce dispositif sera porté par le service Habitat de la ville à titre expérimental pour une durée de 24 mois à compter de son entrée en vigueur.

Une convention de prestation de service entre la commune et la Métropole viendra formaliser la mise en œuvre opérationnelle.

Plan de communication :

Les moyens de communication dont disposent la Métropole et les villes seront mis à contribution : magazines municipaux, réseaux sociaux, sites internet, réseau de partenaires, services municipaux... Par ailleurs du matériel de communication spécifique sera élaboré (plaquette d'information).

Cette communication débutera à partir du moment où la Métropole Aix-Marseille-Provence aura délibéré sur la mise en œuvre de ce dispositif. Une campagne de publication sera menée entre la date de publication de la délibération et l'entrée en vigueur du dispositif à savoir, le 16 janvier 2023.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-366 pour l'accès au Logement et un urbanisme renouvelé du 24 mars 2014 ;
- La loi n°2018-1021 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique du 23 novembre 2018 ;
- Le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location ;
- L'arrêté du 27 mars 2017 relatif au formulaire de demande d'autorisation préalable de mise en location de logement et au formulaire de déclaration de transfert de l'autorisation préalable de mise en location de logement ;
- Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation d'une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La lettre de saisine de la Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole a adopté une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne ;
- Que le permis de louer est l'un des outils de lutte contre les marchands de sommeil et le mal-logement ;
- Que la Ville d'Aubagne, par délibération du 21 juin 2022, a fait part de sa volonté de mettre en place le dispositif du permis de louer sur son territoire communal ;
- Que ce dispositif est instauré à titre expérimental sur la commune d'Aubagne pour une durée de 24 mois.

DECIDE

Article 1 :

Il est décidé d'instaurer à titre expérimental pour une durée de 24 mois à compter de l'entrée en vigueur du dispositif, sur le périmètre tel que défini en annexe, une autorisation préalable de mise en location ou en relocation de logements vides ou meublés à usage de résidence principale qui sont soumis au titre 1^{er} ou au titre 1^{er} bis de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs.

Article 2 :

Est approuvé, sur la commune d'Aubagne le périmètre en centre ancien ci annexé.

Article 3 :

L'entrée en vigueur du dispositif est fixée au 16 janvier 2023. Les demandes d'autorisation préalable à la mise en location ou relocation seront déposées à la Direction de l'habitat de la Ville d'Aubagne.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents y afférents et à mettre en œuvre toutes les démarches nécessaires pour la mise en place de ce régime et notamment tous les actes avec la Métropole, les communes volontaires et les partenaires pour assurer la mise en place de ce dispositif.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/22

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Approbation de la prolongation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Concernant la Métropole Aix-Marseille-Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 59 et comptent 300 000 habitants.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, des contrats de ville ont été signés par les six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2015.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine pose également l'obligation de l'évaluation à mi-parcours des Contrats de Ville conclus à l'échelle intercommunale pour la période 2015-2020.

L'évaluation à mi-parcours des six contrats de ville a été présentée à l'ensemble des six Conseils de Territoire lors du Comité de Pilotage Métropolitain du 21 Mars 2019.

Des enjeux et des priorités d'intervention à l'échelle de la Métropole ont été alors déterminés et actés dans le cadre d'un avenant à chaque contrat de ville du territoire métropolitain.

Ces avenants ont été entérinés par une délibération du Bureau Métropolitain DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019.

En outre, l'article 181 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019 a prévu la prorogation de la durée des contrats de ville jusqu'au 31 décembre 2022.

La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation des contrats jusqu'au 31 décembre 2023 et des régimes fiscaux zonés dans un contexte de réflexion sur les contours et le contenu de ceux-ci. Il convient donc d'approuver les avenants actant ces prorogations.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 ;
- L'article 181 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019, la durée des six contrats de ville de la métropole est prolongée jusqu'en 2022 ;
- La loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances de 2022, la durée des avenants portant protocole d'engagements réciproques et renforcés est prorogée jusqu'au 31 décembre 2023 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 27 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 juin 2022.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'en application de l'article 181 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019, la durée des six contrats de ville de la Métropole est prolongée jusqu'en 2022 ;
- Qu'en application de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, la durée des six contrats de ville de la Métropole est prorogée jusqu'en décembre 2023.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire Marseille Provence jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays d'Aix jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays salonais jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 4 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 5 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 6 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays de Martigues jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/23

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°2 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune d'Aubagne conclu avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

Il appartient au Conseil de la Métropole de délibérer sur les modifications apportées aux éléments des contrats de gestion du service public de l'eau potable y compris passés en In House en application des dispositions

combinées des articles L. 5217-2 – 5° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par contrat du 1^{er} mars 2014, la commune d'Aubagne a confié à la Société Publique Locale (SPL) l'Eau des Collines, dont elle est actionnaire, l'exploitation du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} juillet 2014.

Parallèlement, les lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Eau » elle se substitue dans les droits et obligations de la commune d'Aubagne. A cette date, l'exécution du contrat est donc poursuivie par la Métropole.

Aujourd'hui, les parties souhaitent apporter les modifications et compléments au contrat initial ci-après :

- La prise en charge du paiement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines,
- L'intégration du paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Ouï le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune d'Aubagne conclu avec la SPL l'Eau des Collines portant sur les modifications et compléments suivants : le remboursement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines et le paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune d'Aubagne conclu avec la SPL l'Eau des Collines.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le budget annexe eau CT1/CT4 Sous-politique F171 – Nature 752 et 758.

AVIS FAVORABLE

**Non-participation au vote : Gérard GAZAY,
Sophie AMARANTINIS, Bernard DESTROST,
Jean-Jacques COULOMB,
Nicolas BAZZUCCHI, Danielle MENET,
Alain ROUSSET, Jean-Marie LEONARDIS,
Serge PEROTTINO, Rémi MARCENGO**

CT4/280622/24

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°2 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de La Penne-sur-Huveaune conclu avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

Il appartient au Conseil de la Métropole de délibérer sur les modifications apportées aux éléments des contrats de gestion du service public de l'eau potable y compris passés en In House en application des dispositions

combinées des articles L. 5217-2 – 5° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par contrat du 1^{er} mars 2014, la commune de La Penne-sur-Huveaune a confié à la Société Publique Locale (SPL) l'Eau des Collines, dont elle est actionnaire, l'exploitation du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} juillet 2014.

Parallèlement, les lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Eau » elle se substitue dans les droits et obligations de la commune de La Penne-sur-Huveaune. A cette date, l'exécution du contrat est donc poursuivie par la Métropole. Aujourd'hui, les parties souhaitent apporter les modifications et compléments au contrat initial ci-après :

- La prise en charge du paiement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines,
- L'intégration du paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays

d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de La Penne-sur-Huveaune conclu avec la SPL l'Eau des Collines portant sur les modifications et compléments suivants : le remboursement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines et le paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de La Penne-sur-Huveaune conclu avec la SPL l'Eau des Collines.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le budget annexe eau CT1/CT4 en sous-politique F171 – nature 752 et 758.

AVIS FAVORABLE

**Non-participation au vote : Gérard GAZAY,
Sophie AMARANTINIS, Bernard DESTROST,
Jean-Jacques COULOMB,
Nicolas BAZZUCCHI, Danielle MENET,
Alain ROUSSET, Jean-Marie LEONARDIS,
Serge PEROTTINO, Rémi MARCENGO**

CT4/280622/25

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°2 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de Cuges-les-Pins conclu avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

Il appartient au Conseil de la Métropole de délibérer sur les modifications apportées aux éléments des contrats de gestion du service

public de l'eau potable y compris passés en In House en application des dispositions combinées des articles L. 5217-2 – 5° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par contrat du 9 novembre 2016, la commune de Cuges-les-Pins a confié à la Société Publique Locale (SPL) l'Eau des Collines, dont elle est actionnaire, l'exploitation du service public de l'eau potable à compter du 9 février 2017.

Parallèlement, les lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Eau » elle se substitue dans les droits et obligations de la commune de Cuges-les-Pins. A cette date, l'exécution du contrat est donc poursuivie par la Métropole.

Aujourd'hui, les parties souhaitent apporter les modifications et compléments au contrat initial ci-après :

- La prise en charge du paiement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines,
- L'intégration du paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de Cuges-les-Pins conclu avec la SPL l'Eau des Collines portant sur les modifications et compléments suivants : remboursement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines et paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de Cuges-les-Pins conclu avec la SPL l'Eau des Collines.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le budget annexe eau CT1/CT4 en sous-politique F171 – nature 752 et 758.

AVIS FAVORABLE

**Non-participation au vote : Gérard GAZAY,
Sophie AMARANTINIS, Bernard DESTROST,
Jean-Jacques COULOMB, Nicolas
BAZZUCCHI, Danielle MENET,
Alain ROUSSET, Jean-Marie LEONARDIS,
Serge PEROTTINO, Rémi MARCENGO**

CT4/280622/26

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°1 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de Saint-Zacharie conclu avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

Il appartient au Conseil de la Métropole de délibérer sur les modifications apportées aux éléments des contrats de gestion du service public de l'eau potable y compris passés en In House en application des dispositions combinées des articles L. 5217-2 – 5° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par contrat du 1^{er} janvier 2018, la commune de Saint-Zacharie a confié à la Société Publique Locale (SPL) l'Eau des Collines, dont elle est actionnaire, l'exploitation du service public de l'eau potable à compter du 15 juillet 2019 ;

Parallèlement, les lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Eau » elle se substitue dans les droits et obligations de la commune de Saint-Zacharie. A cette date, l'exécution du contrat est donc poursuivie par la Métropole.

Aujourd'hui, les parties souhaitent apporter les modifications et compléments au contrat initial ci-après :

- La prise en charge du paiement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines,
- L'intégration du paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation

- territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de Saint-Zacharie conclu avec la SPL l'Eau des Collines portant sur les modifications et compléments suivants : le remboursement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines et le paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de gestion du service public de l'eau potable de la commune de Saint-Zacharie conclu avec la SPL l'Eau des Collines.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le budget annexe eau CT1/CT4 Sous-politique F171 – nature 752 et 758.

AVIS FAVORABLE

**Non-participation au vote : Gérard GAZAY,
Sophie AMARANTINIS, Bernard DESTROST,
Jean-Jacques COULOMB,
Nicolas BAZZUCCHI, Danielle MENET,
Alain ROUSSET,
Jean-Marie LEONARDIS,
Serge PEROTTINO, Rémi MARCENGO**

CT4/280622/27

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°3 au contrat de gestion du service public de l'assainissement collectif des communes de Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, Saint-Savournin conclu avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

Il appartient au Conseil de la Métropole de délibérer sur les modifications apportées aux éléments des contrats de gestion du service public de l'assainissement y compris passés en In House en application des dispositions combinées des articles L. 5217-2 – 5° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par contrat du 1^{er} janvier 2014, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à la Société Publique Locale (SPL) l'Eau des Collines, dont elle est actionnaire, l'exploitation et la gestion du service de collecte et de transport des eaux usées des communes de l'Etoile : Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, Saint-Savournin ; la gestion du service d'assainissement non collectif sur le périmètre intercommunal.

Parallèlement, les lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, ont créé la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 qui se substitue dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. A cette date, l'exécution du contrat est donc poursuivie par la Métropole.

Aujourd'hui, les parties souhaitent apporter les modifications et compléments au contrat initial ci-après :

- La prise en charge du paiement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines,
- L'intégration du paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°3 au contrat de gestion du service public de l'assainissement collectif des communes de Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, Saint-Savournin conclu avec la SPL l'Eau des Collines portant sur les modifications et compléments suivants : le remboursement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines et le paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au contrat de gestion du service public de l'assainissement collectif des communes de Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, Saint-Savournin conclu avec la SPL l'Eau des Collines.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le budget annexe eau CT1/CT4 en sous-politique F171 – nature 752 et 758.

AVIS FAVORABLE

Non-participation au vote : Gérard GAZAY, Sophie AMARANTINIS, Bernard DESTROST, Jean-Jacques COULOMB, Nicolas BAZZUCCHI, Danielle MENET, Alain ROUSSET, Jean-Marie LEONARDIS, Serge PEROTTINO, Rémi MARCENGO

CT4/280622/28

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°4 au contrat de gestion du service public de l'assainissement collectif des communes d'Aubagne, Auriol, Cuges-les-Pins, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire et Saint Zacharie conclu avec la Société Publique Locale l'Eau des Collines

Il appartient au Conseil de la Métropole de délibérer sur les modifications apportées aux éléments des contrats de gestion du service d'assainissement y compris passés en In House en application des dispositions combinées des articles L. 5217-2 – 5° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par contrat du 1^{er} novembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à la Société Publique Locale (SPL) l'Eau des Collines, dont elle est actionnaire, l'exploitation et la gestion du service de collecte et de transport des eaux usées des communes d'Aubagne, Auriol, Cuges-les-Pins, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire et St-Zacharie ; la gestion du service d'assainissement non collectif sur le périmètre intercommunal.

Parallèlement, les lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, ont créé la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 qui se substitue dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. A cette date, l'exécution du contrat est donc poursuivie par la Métropole.

Aujourd'hui, les parties souhaitent apporter les modifications et compléments au contrat initial ci-après :

- La prise en charge du paiement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines,
- L'intégration du paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines

Collines.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°4 au contrat de gestion du service public de l'assainissement collectif des communes d'Aubagne, Auriol, Cuges-les-Pins, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire et St-Zacharie conclu avec la SPL l'Eau des Collines portant sur les modifications et compléments suivants : Le remboursement de la taxe foncière par la SPL l'Eau des Collines et le paiement des redevances d'occupation du domaine public et privé par la SPL l'Eau des Collines.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé au contrat de gestion du service public de l'assainissement collectif des communes d'Aubagne, Auriol, Cuges-les-Pins, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire et St-Zacharie conclu avec la SPL l'Eau des Collines.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le budget annexe eau CT1/CT4 Sous-politique F171 - Nature 752 et 758.

AVIS FAVORABLE

**Non-participation au vote : Gérard GAZAY,
Sophie AMARANTINIS, Bernard DESTROST,
Jean-Jacques COULOMB,
Nicolas BAZZUCCHI, Danielle MENET,
Alain ROUSSET, Jean-Marie LEONARDIS,
Serge PEROTTINO, Rémi MARCENGO**

CT4/280622/29

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Approbation d'une convention relative aux travaux de déviations des installations et réseaux d'électricité Enedis pour l'opération d'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM)

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de lancer l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse, dénommée Val'Tram, réutilisant principalement la plateforme de l'ancienne voie ferrée dite Voie de Valdonne.

Le projet Val'Tram consiste à réaliser une extension de la ligne de tramway de 14,4 km entre la gare d'Aubagne et La Bouilladisse en utilisant principalement les emprises de l'ancienne voie ferrée de Valdonne. Le projet dessert cinq communes de la Métropole (La Bouilladisse, La Destrousse, Auriol, Roquevaire et Aubagne) avec onze nouvelles stations situées au plus proche des lieux d'habitation.

La ligne s'insère dans la continuité des voies existantes de la ligne T du tramway d'Aubagne, sur 1,2 km dans un contexte de centre-ville. Le tracé emprunte la rue du docteur Barthélémy, longe le cours Voltaire à l'est de la place, emprunte l'avenue Rougier puis l'avenue du Garlaban. Le projet prévoit sur ces espaces un réaménagement de façade à façade à l'exception du Cours Voltaire.

Au niveau de l'intersection «avenue Garlaban/D43», un nouvel ouvrage permet de rejoindre l'ancienne voie ferrée de Valdonne aujourd'hui désaffectée, puis l'empreinte sur 13,2 km jusqu'au centre de La Bouilladisse, au niveau du croisement entre le chemin de Magne et la D96.

La réalisation du Projet nécessite qu'il soit procédé à la modification et/ou au déplacement

d'une partie des installations et réseaux de distribution d'électricité de la société Enedis afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités techniques et financières relatives aux travaux de déviation des installations et réseaux d'électricité avec la société Enedis, maître d'ouvrage des travaux de déviations de ses installations et réseaux.

La charge financière au regard de ladite convention est portée exclusivement par la société Enedis.

Dès lors, il n'y a pas d'incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 023-1398/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative au projet d'investissement du tramway Val'Tram entre La Bouilladisse et Aubagne ;
- La délibération TRA 003-7092/19/CM du 24 octobre 2019, approuvant la révision du programme et l'affectation de l'opération d'investissement d'un tramway entre Aubagne et La Bouilladisse-Val'Tram ;
- La délibération n° MOB 002-9641/21 du 18 février 2021, relative au lancement de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM) ;
- La délibération n° MOB 003-10498/21

du 7 octobre 2021, approuvant le bilan de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM) ;

- La délibération n° MOB 005-10613/21 du 19 novembre 2021, approuvant l'autorisation du dépôt du dossier d'enquête publique en Préfecture pour l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM) comprenant l'extension du centre de maintenance et la création de parcs relais ;
- La délibération n° MOB 001-11251/22 du 10 mars 2022 approuvant une convention d'études relative aux déviations et protection des installations et réseaux d'électricité avec la société Enedis dans le cadre de l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation de l'extension du réseau de tramway d'Aubagne à la Bouilladisse ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne la modification et/ou le déplacement d'une partie des installations et réseaux de distribution d'électricité de la société Enedis afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plateforme du tramway ;
- Que la société Enedis est maître d'ouvrage des travaux de déviations de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient, en conséquence, d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux de déviations des installations et réseaux de distribution d'électricité avec la société Enedis.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention avec la société Enedis relative aux travaux de déviation des installations et réseaux de distribution d'électricité ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/30

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Approbation d'une convention relative aux travaux de déviations des installations et réseaux d'eau potable et d'assainissement avec la SPL Eau des Collines pour l'opération d'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM)

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de lancer l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse, dénommée Val'Tram, réutilisant principalement la plateforme de l'ancienne voie ferrée dite Voie de Valdonne.

Le projet Val'Tram consiste à réaliser une extension de la ligne de tramway de 14,4 km entre la gare d'Aubagne et La Bouilladisse en utilisant principalement les emprises de l'ancienne voie ferrée de Valdonne. Le projet dessert cinq communes de la Métropole (La Bouilladisse, La Destrousse, Auriol, Roquevaire et Aubagne) avec onze nouvelles stations situées au plus proche des lieux d'habitation.

La ligne s'insère dans la continuité des voies existantes de la ligne T du tramway d'Aubagne, sur 1,2 km dans un contexte de centre-ville. Le tracé emprunte la rue du docteur Barthélémy, longe le cours Voltaire à l'est de la place, emprunte l'avenue Rougier puis l'avenue du Garlaban. Le projet prévoit sur ces espaces un réaménagement de façade à façade à l'exception du Cours Voltaire.

Au niveau de l'intersection « avenue Garlaban/D43 », un nouvel ouvrage permet de rejoindre l'ancienne voie ferrée de Valdonne aujourd'hui désaffectée, puis l'empreinte sur 13,2 km jusqu'au centre de La Bouilladisse, au

niveau du croisement entre le chemin de Magne et la D96.

La réalisation du Projet nécessite qu'il soit procédé à la modification et/ou au déplacement d'une partie des installations et réseaux d'eau potable et d'assainissement de la SPL Eau des Collines afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités techniques et financières relatives aux travaux de déviation des installations et réseaux d'eau potable et d'assainissement avec la SPL Eau des Collines, maître d'ouvrage des travaux de déviations de ses installations et réseaux.

La charge financière au regard de ladite convention est portée exclusivement par la SPL Eau des Collines.

Dès lors, il n'y a pas d'incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 023-1398/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative au projet d'investissement du tramway Val'Tram entre La Bouilladisse et Aubagne ;
- La délibération TRA 003-7092/19/CM du 24 octobre 2019, approuvant la révision du programme et l'affectation de l'opération d'investissement d'un tramway entre Aubagne et La Bouilladisse-Val'Tram ;

- La délibération n° MOB 002-9641/21 du 18 février 2021, relative lancement de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM) ;
- La délibération n° MOB 003-10498/21 du 7 octobre 2021, la Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM) ;
- La délibération n° TRA 005-10613/21 du 19 novembre 2021 approuvant l'autorisation du dépôt du dossier d'enquête publique en Préfecture pour l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM) comprenant l'extension du centre de maintenance et la création de parcs relais ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation de l'extension du réseau de tramway d'Aubagne à la Bouilladisse ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne la modification et/ou le déplacement d'une partie des installations et réseaux d'eau potable et d'assainissement de la SPL Eau des Collines afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plateforme du tramway ;
- Que la SPL Eau des Collines est maître d'ouvrage des travaux de déviations de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient, en conséquence, d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux de déviations des installations et réseaux d'eau potable et d'assainissement avec la SPL Eau des Collines.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention avec la SPL Eau des Collines relative aux travaux de déviation des installations et réseaux d'eau potable et d'assainissement, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/31

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Approbation de l'avenant n°5 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport public de voyageurs du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Par délibération N° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié l'exploitation du réseau des Lignes de l'Agglo au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire est la SPL Façonéo. Le 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 1 au contrat. Le 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 2 au contrat. Le 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 3 au contrat. Le 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 4 au contrat. Le 16 décembre 2021, le Conseil de la Métropole a approuvé un premier avenant 5 au contrat.

Ce nouvel avenant 5 vient annuler et remplacer l'avenant 5 précédent délibéré mais non signé faute d'accord entre les parties.

L'objet du présent avenant est d'entériner plusieurs points venant modifier le contrat initialement signé. Il récapitule les adaptations et optimisations de l'offre décidées par ordre de service depuis le dernier avenant (avenant 4), afin d'en traduire l'impact financier sur le contrat.

Ajustement de l'offre de transport et mise en service des véhicules GNV :

Compte tenu de la fréquentation constatée sur certaines périodes (soirée, été) des ajustements d'offre ont été nécessaires.

L'augmentation de la durée des vacances scolaires de Pâques 2021 liée à la crise sanitaire a engendré un allongement de la période vacances et a nécessité de réduire l'offre.

Des ordres de service ont ainsi été émis depuis l'avenant 4.

Par ailleurs, la Métropole a fait le choix d'acquiescer en propre 10 véhicules fonctionnant au gaz naturel, il convient donc d'intégrer au contrat OSP l'impact de cette baisse des dépenses liée à la suppression de la mise à disposition de véhicules par Façonéo.

Ces différentes mesures d'adaptation d'offre et d'intégration de nouveaux véhicules représentent une économie de 295 863 € (valeur 2016) en 2022.

La transition énergétique

Conformément à l'avenant 4, 10 bus GNV hybrides, financés par La Métropole, ont été mis en circulation : 7 bus sur les lignes 1 et 7 le 16 novembre 2020 et 3 bus sur la ligne 8 le 4 janvier 2021.

Le nombre de véhicules de réserve nécessaire pour l'exploitation de ces 3 lignes est passé de 3 à 2 véhicules à compter de septembre 2021.

Cet avenant fixe le prix de ces véhicules de réserve à 23 364 € l'unité (valeur 2016), prix non prévu dans la grille de coût – Annexe 18-5 du COSP.

Après validation de cette nouvelle grille de coût, il convient de régulariser les ordres de services 2021 et 2022 pour un montant total de - 24 250 € pour 2021 (valeur 2016) et - 42 178 € pour 2022 (valeur 2016).

Conformément à l'avenant 4, l'opérateur interne a acquis 11 autocars GNV pour les affecter à partir du 8 mars 2021 sur les lignes : 5-9-11 et 12 en remplacement des anciens autocars au tarif de la grille initiale du contrat. Ces biens sont inscrits à l'inventaire des biens financés par l'opérateur interne. (Annexe 2.5 Inventaire B).

Il est convenu aux termes des avenants 3 et 4 une révision de la grille des coûts kilométriques liée :

- A la consommation réelle des véhicules ;
- Au coût de la molécule de gaz.

Aussi, l'avenant 5 définit les coûts kilométriques unitaires des véhicules GNV (en valeur 2016) dans l'annexe 18-5 de la manière suivante :

Car interurbain 1.56 € / km
prévisionnel 1.65 € / km
Bus urbain 1.82 € / km
prévisionnel 2.02 € / km

- Par ailleurs, le temps d'avitaillement réellement constaté est de 13 minutes et non 20 minutes comme déclaré par l'opérateur

Les deux points précités engendrent une économie de 151 016€ pour les années 2020-2021 et 160 582 € pour l'année 2022. (Valeurs 2016)

Comme prévu dans les avenants 3 et 4 une clause de revoyure liée au choix de ce mode d'énergie vient modifier la formule d'indexation par l'intégration d'un nouvel indice Gaz (identifiant 010534775). Les 7% initiaux de l'indice gazole sont décomposés en 3.5% pour le gazole et 3.5% pour le gaz. L'annexe 18 et l'article 32.3.2.1 sont ainsi modifiés et les modalités d'application sont détaillées dans l'avenant.

Conséquence des mesures sanitaires pour l'année 2020

L'avenant 5 rappelle que les négociations avec la Métropole ont permis de déterminer que Façonéo était redevable de 494 161 € en raison des charges d'exploitation non supportées pour la période du 1^{er} mars 2020 au 23 juillet 2020.

Par ailleurs, compte tenu de la perte de fréquentation de 31% en 2020, l'application du tunnel de partage sur la totalité de l'année 2020 représente une participation de la Métropole à hauteur de 333 447 €.

Le contrat prévoit dans son article 30.2.1.1.5 la possibilité de revoir l'engagement de fréquentation. Il est ainsi convenu entre les parties les nouveaux engagements suivants :

- Pour 2021 5 850 000 voyages (6 286 000 dans l'avenant 3)
- Pour 2022 5 995 000 voyages (6 436 000 dans l'avenant 3)

2022/203

L'avenant 5 acte l'incidence des mesures d'ajustement de l'offre suite au couvre-feu pour un montant de -78 488 € pour la période du 27 janvier 2021 au 06 juillet 2021 pour la ligne 1 et du 5 avril 2021 au 02 mai 2021 pour les vacances scolaires.

Autres points

La remise en état des totems de tramway, d'un montant de 93 050 € sera rattachée à la facture de régularisation pour l'année 2021, établie en 2022.

Pour des raisons sanitaires, la Métropole a installé des toilettes autonomes pour les conducteurs au terminus Les Candolles. L'avenant 5 précise que l'entretien de ceux-ci sera confié à l'opérateur pour un coût annuel de 10 500 € prix en charge par la Métropole.

Par ailleurs, de nouveaux biens nécessaires à la maintenance des véhicules ont été acquis par l'opérateur. Identifiés comme biens de reprise, l'annexe 2 Inventaire C jointe à l'avenant est mise à jour.

Des travaux de mise en conformité en zones ATEX (atmosphère explosive) ont été réalisés sur le centre de maintenance du tramway par l'opérateur interne, suite à un audit de Veritas. Cet avenant entérine la prise en charge par la Métropole de ces travaux pour un montant de 18 615 € dans le cadre de la facture annuelle de régularisation.

De même, il a été procédé à l'installation de renvoi d'alarme incendie au PCC sur ce même bâtiment afin de sécuriser des zones de stockage. Cet avenant entérine la prise en charge par la Métropole de ces travaux pour un montant de 10 185 € dans le cadre de la facture annuelle de régularisation.

L'article 11 de cet avenant précise que les nouveaux bus GNV hybrides encore sous garantie ont rencontré des problèmes de motorisation. Il a fallu procéder à l'immobilisation de tous ces véhicules pour un changement du bloc moteur par MAN Truck & Bus France. Dans le cadre d'un protocole transactionnel entre MAN, la CATP Centrale d'Achat du Transport Public et la Métropole, il est convenu que le coût des véhicules de réserves supplémentaires déployés pour assurer la continuité de service public sera pris en charge par la société MAN. Ainsi le coût supplémentaire occasionné par cette défaillance technique d'un montant de 26 800-€ sera remboursé par la Métropole.

Enfin, la Métropole a demandé à l'opérateur interne de réduire les coûts pour l'année 2021. Le budget marketing sera ainsi réduit de 50 000 €.

Selon l'article 3 du contrat d'obligation de service public, le terme de ce dernier est fixé au 31 décembre 2022. Les engagements ou sous contrats conclus par l'opérateur ne pourront pas dépasser la durée du contrat, comme le précise l'article 22.2.4.

C'est le cas du contrat sous-traitance pour l'exploitation des lignes régulières et services scolaires, qui lie la SPL Façonéo à l'entreprise SUMA, arrivant à échéance au 31 décembre 2022.

A titre dérogatoire, dans un but de continuité du service public, il est convenu que sa durée puisse excéder le terme du contrat d'OSP. Ce contrat sera transféré soit à l'Autorité Organisatrice soit au nouvel exploitant qu'elle mandatera. Dans cette optique, il est demandé à l'opérateur Façonéo de signifier formellement à l'entreprise SUMA le souhait de reconduire ce contrat pour une nouvelle année d'exécution couvrant la période 1^{er} janvier 2022-1^{er} janvier 2023.

<u>Contribution</u>	<u>financière</u>	<u>forfaitaire</u>
<u>prévisionnelle</u>		

Au regard des différentes modifications depuis la signature du contrat, il convient de réajuster les charges d'exploitation du réseau. L'engagement annuel de dépenses est porté à 14 356 950 € HT en valeur 2016 pour l'année 2022. La Contribution Financière Forfaitaire est réduite pour l'année 2022, à 12 313 450 € HT valeur 2016 soit une économie de – 360 370 € par rapport à la valeur prévue initialement au contrat. (Avenant 3)

Parc de Véhicule et Equipement

Compte tenu des modifications apportées par cet avenant, les inventaires des biens sont mis à jour. Annexe 2.5.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;

- La délibération N° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017 approuvant le contrat d'obligation de service pour l'exploitation du réseau des « Lignes de l'Agglo » au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération N° TRA 014-3252/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la signature de l'avenant 1 au Contrat OSP ;
- La délibération N° TRA 027-5117/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la signature de l'avenant 2 au contrat OSP ;
- La délibération N° TRA 032-7870/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la signature de l'avenant 3 au contrat OSP ;
- La délibération N° MOB 003-9273/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant la signature de l'avenant 4 au contrat OSP ;
- La délibération N° MOB 005-11067/21/CM du 16 décembre 2021 relative à l'avenant n°5 ;
- La délibération N° TRA 002-14/12/17 CM du 14 décembre 2017 sur la transition énergétique à mener sur les réseaux de transports métropolitains ;
- La délibération N° TRA 012-6417/19/CM du 20 juin 2019 pour l'acquisition de bus GNV hybrides pour le réseau des Lignes de l'Agglo ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'article 21.2.3. du Contrat prévoit qu'un avenant soit réalisé pour acter l'ensemble des modifications d'offre de service apportées sur le réseau.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 5 ci-annexé, au Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) pour l'exploitation du réseau de transport les Lignes de l'Agglo, entre la Métropole et le groupement constitué par la SPL Façonéo et la Régie des Transports Métropolitains, et ses annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2022 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C210, nature 611.

AVIS FAVORABLE

**Non-participation au vote : Gérard GAZAY,
Sophie AMARANTINIS, Alain ROUSSET**

CT4/280622/32

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs sur Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensues la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille

Les abris voyageurs qui équipent actuellement les réseaux de transport de Marseille et du Territoire de Marseille Provence (hors Saint Victoret, Marignane et Gignac), de Martigues et de Pertuis font l'objet de quatre marchés distincts, comprenant la mise à disposition, l'installation, la maintenance et le nettoyage des abris. Sur Marseille, le marché d'abris voyageur comporte également du mobilier publicitaire 2 m² et 8 m².

C'est dans ce contexte que la Métropole Aix Marseille Provence a lancé une consultation en vue de l'attribution d'un contrat de concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs et de mobiliers publicitaires.

Ainsi, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 1^{er} avril 2021 au Bulletin officiel des annonces des marchés publics, le 2 avril 2021 au Journal officiel de l'Union européenne, le 9 avril dans le journal Le Moniteur et sur le profil acheteur de la Métropole Aix Marseille Provence sur la plateforme de dématérialisation.

La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 7 mai 2021 à 16h00.

La commission concession s'est réunie le 10 juin 2021 pour l'analyse des candidatures et a admis quatre des cinq candidats à présenter une offre.

Elle a en effet retenu qu'elles respectaient les obligations d'emploi des travailleurs handicapés et qu'ils offraient par ailleurs des garanties professionnelles et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer les missions de la présente consultation. Le candidat non retenu ne présentait pas de garantie financière suffisante.

Le dossier de consultation des entreprises a été publié sur le profil d'acheteur de la Métropole Aix Marseille Provence le 21 juillet 2021 à destination des seuls candidats admis à présenter une offre.

Le 21 octobre 2021 une modification de DCE a été publiée sur la plateforme de dématérialisation portant sur une correction d'erreur sur les montants de reprise du raccordement électrique et des massifs existants sur le territoire de Marseille Provence.

Suite aux questions posées par des candidats, les précisions et corrections sur les documents de consultation induites ont été transmises le 4 novembre 2021 à l'ensemble des candidats admis à présenter une offre.

La date limite de réception des offres a été fixée au 15 novembre 2021 à 12h00.

Seul l'entreprise JCDecaux France a remis une offre.

Après analyse détaillée, la Commission Concession a rendu son avis sur l'offre de JCDecaux France lors de sa séance du 16 décembre 2021. La Commission a recommandé d'engager les discussions avec l'unique soumissionnaire retenu.

Par courrier du 17 décembre 2021, les négociations ont été ouvertes. Une première réunion de négociations orale a été organisée les 25 janvier 2022. Il a été demandé le dépôt d'une offre intermédiaire au plus tard le 04 mars 2022. L'entreprise a remis le pli dans les délais. Puis une seconde négociation orale s'est déroulée le 22 mars 2022. Enfin, le 25 avril 2022, le soumissionnaire a déposé son offre finale.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du soumissionnaire retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société JCDecaux France. Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de concession qu'il est proposé de conclure avec le soumissionnaire retenu.

La durée du contrat est fixée à 16 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au concessionnaire. Le contrat de concession confie à l'attributaire l'exploitation des abris de voyageurs sur le périmètre de la concession, ainsi que du mobilier publicitaire sur la ville de Marseille, à ses risques et périls, le concessionnaire se rémunérant par la perception des recettes générées par la location d'espace publicitaire.

La Métropole ne verse aucune subvention ou paiement au concessionnaire. Elle rémunérera par prix unitaires les prestations de déplacement de mobiliers. Le soumissionnaire doit cependant payer à la métropole, chaque année un intéressement correspondant à un taux moyen de 21,2 % du chiffre d'affaire, dont un montant de minimum garanti à hauteur de 87 % de l'intéressement.

Les travaux de reconditionnement et d'installation des 1 476 abris voyageurs et des 584 mobiliers urbains publicitaires doivent être achevés au plus tard 12 mois après la date de notification du présent contrat.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du concessionnaire pour l'exploitation des abris-voyageurs de Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensues la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille ;

- d'approuver le contrat de concession et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les Procès-verbaux de la Commission de Concession ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 27 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 juin 2022.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du concessionnaire et d'approuver le contrat de concession et ses annexes.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le choix de la société JCDecaux France en qualité de concessionnaire pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs sur Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensues la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs d'abris-voyageurs sur Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensues la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille. établi pour une durée de 16 ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de concession et ses annexes.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/33

**Sur le rapport de Sophie AMARANTINIS
Université du Temps Libre (UTL) - Tarifs
inscriptions et activités pour la rentrée
2022/2023**

L'Université du Temps Libre (UTL) créée en 1995 par la ville d'Aubagne a intégré ses activités aux compétences du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

« *Apprendre, stimuler, partager, transmettre* »
c'est la devise de l'Université du Temps Libre en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL n'a cessé d'étoffer son offre très éclectique avec une programmation proposée d'octobre à juin. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage.

A la rentrée 2021/2022, l'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a maintenu ses effectifs à 825 adhérents, proposant ses activités par un dispositif hybride, entre cours et conférences en ligne et en présentiel.

Afin d'étendre son rayonnement sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile renouvelle à la rentrée 2022/2023 le tarif métropolitain, unique et préférentiel, pour tous les habitants des 92 communes membres.

Pour procéder aux inscriptions de la rentrée 2022/2023 des adhérents en septembre, il est nécessaire de délibérer sur les tarifs des inscriptions et activités de l'UTL.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 28 juin 2022.

Oùï le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les tarifs dans le cadre des inscriptions aux activités sont fixés annuellement ;
- Que la tarification préférentielle métropolitaine est renouvelée ;
- Que depuis 2012, l'UTL a opté pour une tarification restant inchangée pendant 2 années, la 3^{ème} année une augmentation est appliquée à hauteur de 2,5% par an ;
- Qu'afin d'indexer les tarifs de l'inscription aux activités de l'UTL à l'augmentation du coût de la vie, les tarifs sont modifiés.

DECIDE

Article 1 :

Sont fixés les barèmes afin de pouvoir procéder aux inscriptions de la rentrée 2022/2023 qui interviendront en septembre pour les adhérents.

1 - ADHESION

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget primitif 2022 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

AVIS FAVORABLE

CT4/280622/34

**Sur le rapport de Sophie AMARANTINIS
Université du Temps Libre (UTL) - Tarifs des
sorties à la journée période 2022/2023**

L'Université du Temps Libre (UTL) créée en 1995 par la ville d'Aubagne a intégré ses activités aux compétences du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

« *Apprendre, stimuler, partager, transmettre* »
c'est la devise de l'Université du Temps Libre en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'UTL met à la disposition des adhérents un

dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL n'a cessé d'étoffer son offre très éclectique avec une programmation proposée d'octobre à juin. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage.

A la rentrée 2021/2022, l'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a maintenu ses effectifs à 825 adhérents, proposant ses activités par un dispositif hybride, entre cours et conférences en ligne et en présentiel.

Durant cette période, les sorties à la journée proposées par l'Université du Temps Libre à ses adhérents ont pu être assurées, avec les mesures sanitaires en vigueur.

Tout adhérent inscrit à l'Université du Temps Libre peut bénéficier des sorties en car à la journée dans les thématiques Culture et Archéologie-Patrimoine. Seule une participation financière aux frais inhérents à la sortie sera demandée.

En revanche, les activités qui nécessitent une bonne condition physique comme les Randonnées ou les sorties Sciences Naturelles proposées en lien avec les cours d'écologie-géologie, font l'objet d'une activité à choisir dans l'adhésion annuelle.

Il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties à la journée de l'Université du Temps Libre et de fixer les barèmes pour la période 2022/2023.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 28 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties en car à la journée de l'Université du Temps Libre ;
- Que les tarifs sont modifiés comme suit, plus adaptés aux barèmes kilométriques de l'autocariste.

DECIDE

Article 1 :

Sont fixés les barèmes relatifs aux sorties à la journée, pour la période 2022/2023, comme suit :

Article 2 :

Les crédits sont inscrits en recettes de fonctionnement du budget primitif 2022 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

AVIS FAVORABLE